

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 3

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Aujourd'hui toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, aggravée par la crise, puis la disparition des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de sorte à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires. De préférence aux notes de bas de page, nous avons choisi un regroupement des remarques en fin de document, chacune se trouvant annoncée dans le corps du texte étudié par un soulignement en gras et par une référence numérique.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit, à nos yeux, que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule, intitulé *Les années bruxelloises*, contient les **trois cahiers** suivants :

1. Manœuvres pour une hégémonie

- 1.1. La rupture avec Weitling (30.03.1846)
- 1.2. La circulaire contre Kriege (11.05.1846)
- 1.3. Instructions du Comité de correspondance communiste (juin 1846)
- 1.4. La mission d'Engels à Paris (1846-1847)
- 1.5. La mission de Josef Moll au nom de la Ligue des justes (janvier 1847)
- 1.6. F. Engels, « Le statu quo en Allemagne » (mars-avril 1847)
- 1.7. Marx et Engels fondent la Deutsche Arbeiter-Gesellschaft de Bruxelles (Août 1847)
- 1.8. La prise de contrôle de la « Deutsche Brüsseler Zeitung » (septembre 47)
- 1.9. K. Marx, « Le communisme du Rheinische Beobachter » (12.09.1847)
- 1.10. K. Marx, « La critique moralisante et la morale critique. Contribution à l'histoire de la civilisation allemande. Contre Karl Heinzen » (oct-nov 1847)
- 1.11. Marx à la tête de l'Association démocratique de Bruxelles (novembre 1847)

L'ensemble est paginé MpH de 1 à 40

2. Tranches de vie : 1845-1847

3. Annexes

- 3.1 Paul Annenkov, *Dix années mémorables* (extrait)

4. Table générale

1. Manœuvres pour une hégémonie (1845-1847)

Pour Marx et pour Engels, les années de l'exil bruxellois sont **des années décisives**.

D'abord, **sur le plan théorique**, ils entreprennent de jeter les bases du matérialisme historique. Ils disposent désormais d'une approche cohérente des processus historiques, que l'on peut résumer en trois points : 1. Le communisme appartient au cours de l'Histoire, 2. La société est régie par des mécanismes évolutifs qui s'imposent à la volonté des hommes, 3. On ne peut la transformer sans s'appuyer sur la connaissance de ces lois, au risque de poursuivre des chimères utopistes.

Ensuite, **sur le plan organisationnel**, avec le *Comité de correspondance communiste*, ils mettent en place dès le printemps 1846, une structure politique de type *internationaliste* pour créer une force politique capable de mettre en œuvre les transformations sociales.

Ce double avantage, ils entendent bien le mettre à profit pour s'emparer du leadership de la mouvance communiste à laquelle ils vont donner une consistance politique nouvelle.

Ce sont donc **des années de grandes manœuvres**.

Sur le plan des **idées** :

1. Sortie de la sphère philosophique : ils prennent congé de Feuerbach et de la spéculation philosophique comme telle
2. Attaque frontale contre Bauer et contre Stirner
3. Déqualification du « socialisme vrai », avec pour toile de fond les questions de stratégie
4. Rupture avec Weitling
5. Rupture avec Proudhon

Sur le plan des **structures**

1. « Entrisme » dans les journaux, et notamment « La Gazette allemande de Bruxelles »
2. Transformation de la vieille « Ligue des Justes » en « Ligue des communistes »

Les pièces du dossier ? Il faut bien sûr associer à cette période la double attaque, d'une part, contre les trois cibles de l'*Idéologie Allemande* : Feuerbach, Stirner et Grün et, d'autre part, contre Proudhon.

L'objet de ce fascicule est d'offrir **une vue d'ensemble** sur les démarches et les documents qui participent de la manœuvre hégémonique en cours.

Rappelons ici l'ouvrage de Jean-Louis Lascacade, *Les métamorphoses du jeune Marx*, paru en 2002, aux éditions PUF, dans la collection « Actuel Marx Confrontation », en particulier sa seconde partie intitulée : « La résistible ascension du jeune Marx et son scénario ».

1.1. La rupture avec Weitling (30.03.1846)

Au printemps de 1845, Marx et Engels créent un « Comité de correspondance communiste » qui est un embryon de parti, constitué, c'est important, sur une base internationale. Il s'agit de mettre en place un réseau de coordination et d'échange d'informations entre communistes de divers pays, Allemagne, Angleterre et France surtout. Il s'agit non moins, selon les termes de la lettre de Marx à Proudhon du 05.05.46, de « s'occuper de la discussion des questions scientifiques » et « d'exercer une surveillance sur les écrits populaires ».

L'une des premières décisions de ce Comité de correspondance est de prendre **une double mesure d'exclusion**, d'abord contre **Weitling**, ensuite contre **Kriege**.

Il s'agit en vérité dans les deux cas d'une nouvelle rupture fracassante avec toute la composante religieuse du communisme tel qu'il s'est diffusé dans les milieux populaires allemands à travers l'action de militants comme Weitling.

Qui est Weitling ?

Wilhelm Weitling est né au début du siècle, en 1808. Il est le fils naturel d'une cuisinière de Magdebourg et d'un officier français. Il séjourne à Paris en 1835 et en 1837. Il y travaille comme tailleur et se familiarise en autodidacte avec les idées de Saint-Simon et de Fourier. Il adhère à la Ligue des Justes et fait assez vite partie de son comité central. C'est pour la Ligue qu'il rédige en 1839 une sorte de manifeste : « *L'humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être* ». C'est un texte d'inspiration nettement religieuse. Après l'échec de l'insurrection blanquiste, en mai 1839, de la Société des Saisons, Weitling se réfugie en Suisse romande où il poursuit son travail de propagandiste.

En 1842, il publie les « *Garanties de l'harmonie et de la liberté* » qui soulève l'enthousiasme de Feuerbach, lequel écrit en octobre 1844: « Comme je fus surpris par l'esprit et les opinions de ce compagnon tailleur ! Vraiment, il est prophète de son état. Je suis redevable de l'avoir connu à un jeune artisan théoriquement initié au communisme. Combien je fus frappé par le sérieux, le comportement, la soif d'instruction de ce garçon ouvrier! Qu'est-ce que la cohue de nos jeunes universitaires comparée à ce jeune homme! (...) Dès maintenant, nous apercevons les débuts religieux et théoriques de cette métamorphose inévitable. Alors que les rois se ravalent au rang de bigots, de piétistes, les artisans s'élèvent au rang d'athées, athées non au sens du vieil athéisme banal, vide, sceptique, mais de l'athéisme moderne, positif, énergique, religieux. La rencontre avec le communisme et le socialisme, d'abord grâce à l'ouvrage de [Lorenz] Stein, qu'il m'a été donné de lire cet été justement, est au fond le seul événement réjouissant dont j'ai bénéficié pendant cette année si peu réjouissante » (Lettre à Friedrich Kapp, 15 octobre 1844 ; le texte est traduit par M. Rubel, page 1385 du tome IV, de son édition des œuvres de Marx aux éditions La Pléiade).

Marx lui-même, sous influence, il est vrai, à cette époque, de Feuerbach, écrit dans le « Vorwärts » de 1844 à propos de Weitling: « Où trouve-t-on dans la bourgeoisie, y compris chez ses théoriciens et ses scribes, un ouvrage comparable à celui de Weitling « *Les garanties de l'harmonie et de la liberté* » ? Si l'on compare la pâle médiocrité de la littérature politique allemande avec cette œuvre immense et brillante qui marque les débuts littéraires de l'ouvrier allemand, si l'on compare ces bottes de géant d'un prolétariat encore dans l'enfance avec les minuscules souliers éculés de la bourgeoisie, on peut légitimement prédire à ce fils oublié de l'Allemagne une stature d'athlète » (cité par Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes », 21/22 septembre 1890.)

Après la publication de son ouvrage « *L'Evangile d'un pauvre pêcheur* », considéré comme blasphématoire, Weitling sera arrêté en Suisse et livré à la Prusse où il vivra sous surveillance policière. En 1844, il part pour Londres mais ses rapports avec les dirigeants de la Ligue des Justes ne sont pas très bons. Il arrive sans ressource à Bruxelles où il sollicite et obtient l'aide matérielle de Marx (lui-même en grande difficulté financière). Après 1847, il part pour les Etats-Unis. Il y fonde une colonie communiste « Communia ». Il meurt à New York en 1871, tombé dans l'oubli, la misère et la démence.

La rupture avec Wilhelm Weitling est survenue **le 30 mars 1846** au cours d'une séance du Comité de correspondance communiste à Bruxelles. Marx s'est brutalement opposé à lui, **l'accusant de diffuser une pensée obscurantiste**. On a gardé un témoignage de l'incident grâce au récit d'un protagoniste direct, l'intellectuel libéral russe Annenkov qui l'évoque dans un livre de souvenirs publié en 1880 sous le titre *Une décennie mémorable 1838-1848*. Maximilien Rubel donne une traduction du document aux pages 1401-1402 du tome IV de son édition des Œuvres de Marx dans la collection « La Pléiade ».

« Engels, « compagnon permanent » de Marx, aux allures d'aristocrate anglais, exposa tout d'abord le but de la réunion: établir une doctrine commune pouvant servir de drapeau aux adeptes qui n'auraient ni le temps ni la possibilité de s'occuper de problèmes théoriques. Marx prit ensuite la parole, sommant Weitling,

son aîné de dix ans, d'expliquer et de justifier sa future activité révolutionnaire et sociale. Quelle serait son action après avoir, par ses « sermons communistes » en Allemagne, séduit tant d'ouvriers en leur faisant perdre leur travail et leur gagne-pain? Weitling, rapporte le témoin russe, n'était pas habitué au public cultivé qu'il avait devant lui ; mal à l'aise et peiné, il répliqua qu'il ne s'agissait pas d'inventer de nouvelles théories économiques, mais d'adopter celles qui, comme l'auraient montré les expériences en France, seraient les plus aptes à ouvrir les yeux aux ouvriers sur leur situation désespérée, sur toutes les injustices. Ceux-ci auraient appris à se méfier des promesses du pouvoir et à ne compter que sur eux-mêmes pour s'organiser en « communautés démocratiques et communistes ». La réponse de Marx à cette leçon politique de l'artisan auteur fut cinglante. « Son discours sarcastique se réduisait pour l'essentiel à ceci: soulever la population sans lui offrir des raisons solidement fondées pour son action, ce serait franche imposture. Susciter de vains espoirs comme ceux dont il vient d'être question, poursuit Marx, ne conduirait finalement qu'à la ruine, et nullement au salut de ceux qui souffrent. S'adresser, surtout en Allemagne, aux ouvriers sans avoir des idées rigoureusement scientifiques et sans un enseignement constructif reviendrait à un vain et malhonnête jeu de sermons, lequel suppose d'un côté un prophète inspiré et de l'autre rien que des ânes l'écoutant bouche bée. " Voici ", ajouta-t-il en me désignant soudain d'un geste brusque, "voici un Russe parmi nous. Dans son pays, Weitling, vous auriez peut-être votre rôle : c'est seulement là que peuvent se constituer avec succès et se maintenir des associations entre prophètes confus et adeptes confus. Dans un pays civilisé comme l'Allemagne - poursuit Marx en précisant sa pensée -, des gens n'aboutissent à rien sans une théorie positive, et ils n'ont jamais rien fait si ce n'est du tapage, suscitant des explosions et provoquant la ruine de la cause à laquelle ils se sont dévoués?. Weitling, qui avait recouvré sa vivacité et son aisance d'orateur, répliqua d'une voix tremblante et nerveuse qu'un homme ayant rallié des centaines de personnes sous la même bannière au nom de la justice, de la solidarité et de l'entraide fraternelle ne pouvait pas être considéré comme quelqu'un d'inutile. Son travail de pionnier avait peut-être apporté à la cause commune plus que toute critique doctrinale et que toute analyse académique élaborée loin du monde de ceux qui souffrent. Manifestement visé par cette sortie, Marx perdit contenance. Frappant du poing sur la table jusqu'à faire trembler la lampe, il bondit en s'écriant : "Jamais encore l'ignorance n'a servi à personne! " Nous suivîmes son exemple et quittâmes la table. La séance fut levée et tandis que Marx, très irrité et furieux, arpentait la pièce, je pris en hâte congé de lui et de ses interlocuteurs et je regagnai mon logis, ébahi par tout ce que je venais de voir et d'entendre. » (Cité par M. Rubel, Pages 1401-1402, Marx « Œuvres » vol. IV, éditions de La Pléiade)

Weitling, pour sa part, a laissé un écho de cette séance dans une lettre adressé le **31 mars 1846**, soit le lendemain de l'incident, à Moses Hess. En voici deux extraits, issus de la même évocation des événements par Maximilien Rubel :

« Marx et Engels, me semble-t-il, finiront par tourner leur critique contre eux-mêmes. Dans Marx, je ne vois rien d'autre qu'une bonne encyclopédie, mais nullement un génie. Il doit son influence à des personnalités. Des gens riches en ont fait un rédacteur, voilà tout. Certes, des gens fortunés et dévoués ont le droit d'examiner ou de faire examiner les écrits qu'ils veulent soutenir. Agir ainsi est en leur pouvoir, mais l'écrivain a lui aussi un pouvoir, quelque pauvre qu'il soit, à savoir celui de ne pas sacrifier sa conviction à l'influence de l'argent. La sacrifier à l'union, voilà ce dont je suis capable. J'ai mis de côté mes travaux systématiques quand des voix hostiles se sont élevées de toute part. Mais quand j'ai appris à Bruxelles que les adversaires des systèmes entreprennent le plus grandiose travail de système dans des traductions bien payées, j'ai terminé le mien et j'ai essayé de trouver preneur. Si le n'obtiens pas l'appui recherché, c'est tout à fait normal, puisqu'on se propose fermement de procéder à ce qu'on appelle la sélection. Quel âne je fais! J'ai cru jusqu'ici que nous ferions mieux de tourner tous nos talents contre nos ennemis et de soutenir particulièrement ces talents-là, qui s'attirent des persécutions dans ce combat. J'ai cru qu'il était préférable d'agir sur le peuple et surtout de mobiliser une partie de celui-ci pour la diffusion de nos écrits populaires. Mais Marx et Engels ne sont pas de cet avis et leurs riches adeptes les confortent dans leur conviction. C'est bien, c'est parfait! C'est ce que je vois venir. Je me suis souvent trouvé dans de pareilles situations et les choses ont toujours tourné en faveur de la cause. » Weitling à Hesse, le 31 mars 1846, (Rubel, Op. Cit. Page 1404)

Dans la même lettre, Weitling résume en six points **les thèses qu'il attribue à Marx** sur les conditions d'une propagande efficace :

« 1. Il faut procéder à une sélection (Sichtung) dans le parti, communiste: - 2. Pour y parvenir, il faut critiquer ceux qui n'ont pas leur place dans le parti et: leur couper les ressources financières. - 3. Cette sélection est à présent la chose la plus importante à faire dans l'intérêt du communisme. - 4. Celui qui est assez fort pour imposer son autorité aux hommes d'argent possède aussi les moyens de supplanter les autres, et fait bien de les employer. - 5 . Le " communisme des artisans ", le « communisme philosophique » (c'est Marx qui, le premier, a eu recours, à ces distinctions, ou qui que ce soit d'autre, mais pas moi), doivent être combattus, le sentiment doit être honni, ce n'est que rêverie, point de propagande orale, pas d'organisation de propagande secrète, bref : ne plus employer à l'avenir le mot propagande. -6. Il ne peut être question dans l'immédiat de réaliser le communisme, c'est la bourgeoisie qui doit d'abord accéder au pouvoir. » Ce programme, précisait Weitling, n'avait pas fait que des adeptes sur les huit membres présents – le Russe Annenkov avait été introduit par Marx comme simple invité sans pouvoir-, seuls Marx et Engels s'étaient acharnés sur Weitling ; le premier eut même un accès de fureur lorsque celui-ci déclara en résumé. « Tout ce qui résulte de notre discussion, c'est que celui qui dispose de moyens financiers ; aussi le pouvoir d'écrire ce qu'il veut. » (Rubel, Tome IV, page 1403)

Or il se trouve qu'on dispose d'un commentaire d'Engels sur cette lettre de Weitling à l'occasion d'un échange de correspondance de 1888 avec Bebel. Engels répond à Bebel (lettre du **25 octobre 1888**) qui lui a demandé des documents en vue d'écrire une histoire de cette période du mouvement communiste. A propos de Weitling, Engels écrit :

« En revanche, le communisme weitlingien est un sujet bien circonscrit et accessible sous la forme imprimée. - [...] Je te joins une lettre de Weitling à Hess (extraite des archives). C'était la réunion de la petite association de camarades assez proches où se produisit la rupture entre Weitling et nous. (La même réunion est également décrite par un invité, le Russe Annenkov, texte reproduit, il y a quelques années, dans la Neue Zeit.) Voici de quoi il s'agit: Hess s'était rendu en Westphalie (Bielefeld, etc.), car, dit-il, certaines personnes de là-bas [...] s'offraient de procurer des moyens pour publier nos travaux. C'est alors qu'apparut Weitling désireux de caser aussitôt ses élucubrations et systèmes utopiques (dont une nouvelle grammaire, dans laquelle le datif était aboli comme invention des aristocrates) - choses que nous devons justement critiquer et combattre à ce moment-là, au cas où le projet se réaliserait. La lettre montre la façon déformée dont nos arguments se reflétaient dans la tête de Weitling. Il ne voyait partout que jalousie de métier, tentative d'étouffer son genre, de lui " couper les ressources financières ". Mais aux points 5 et 6 de son résumé l'opposition de principe entre lui et nous apparaît pourtant nettement, et c'est là le principal » (Engels à Bebel, le 25 octobre 1888, cité par Rubel, Tome IV des Oeuvres de Marx dans la collection La Pléiade, page 1405)

De toute évidence, depuis la rédaction commune de *L'Idéologie allemande*, Marx et Engels sont au plus clair avec « leur nouvelle conception du monde et de l'histoire » et ils ont décidé de faire le ménage, en commençant par le plus simple qui est **d'écarter toute une tradition sentimentale et religieuse de la revendication sociale.**

1.2. La circulaire contre Kriege (11.05.1846)

La circulaire contre Kriege est datée du 11 mai 1846. Elle constitue la première application du principe de « surveillance » dont Marx parle dans sa lettre à Proudhon du 05 mai en évoquant les tâches du Comité de correspondance récemment mis en place.

Qui est Kriege ?

Hermann Kriege (1820-1850) est un jeune disciple de Feuerbach rencontré par Engels à Barnem.

Dans sa lettre à Marx du 22.02.1845, ce dernier écrit : « Kriege sera déjà auprès de toi lorsque tu recevras la présente. Ce gaillard est un fameux agitateur. Il te racontera bien des choses sur Feuerbach ». Pour sa part, voici ce Kriege, parlant de Marx, écrit dans une lettre du 19 avril 1845 à Feuerbach : « Marx ramène tous les rapports religieux aux rapports réels, l'Église invisible à l'Église visible, l'État à la société bourgeoise, le Dieu spirituel au Dieu matériel, l'argent. Il va jusqu'à prétendre que l'aliénation intellectuelle a fait depuis longtemps place à l'aliénation matérielle; c'est pourquoi il met au premier rang la lutte contre la propriété et ne veut rien savoir du remplacement de l'athéisme par l'humanisme. Sa devise, la voici : éclairez les gens sur leur misère matérielle et ses causes, et la fange religieuse disparaîtra d'elle-même. Moi, j'inverse la proposition : retirez la religion aux gens, et rien ne sera plus sacré pour eux, ils regarderont le monde avec des yeux dessillés et ils l'arrangeront à leur gré. Certes, sans la corruption de la société réelle, [...] la fuite devant le monde de la réalité dans le monde du rêve n'aurait pas commencé, mais cela ne nous empêche pas de ramener les hommes à eux-mêmes en bouchant les issues, et de changer ainsi toute l'ancienne énergie de l'abstraction en l'énergie de la révolution. Pour ma part tout au moins, l'athéisme m'a mené au communisme, et cette même force avec laquelle il m'a entraîné jusqu'aux ultimes conséquences a également poussé tous ceux avec qui j'ai eu des relations. Pour peu que je tire l'homme du brouillard religieux, pour peu que je lave ses yeux dans l'eau de la raison naturelle, les rechutes ne sont plus à craindre. Le ciel est la première négation de la propriété et de la famille; si je le détruis, la négation est ou bien anéantie, ou bien elle sera poussée plus loin! Du reste, Marx est un homme remarquable qui nous donnera bientôt des travaux excellents. Qu'importe qu'il applique le levier du côté de l'économie politique ! Pourvu que le fardeau tombe, le moyen nous importe peu¹ ».

Devenu membre de la Ligue des Justes, Kriege part en septembre 1845 pour New York où il fonde, en janvier 1846, un journal, le « Volkstribune », organe de l'Association pour la réforme sociale, qui paraîtra jusqu'au 31 décembre 1846. Il y diffuse un **communisme naïf et sentimental** qui devient vite la cible de Marx et d'Engels, tous deux attentifs à imposer leur conception rigoureuse (pour ne pas dire scientifique) de la pensée et de l'action politiques.

Le retentissement de la Circulaire dans les milieux de la gauche radicale allemande n'est pas sans rapport avec la visite en février 1847 de Josef Moll à Bruxelles au nom du Comité central de la Ligue des Justes de Londres. Moll est venu solliciter l'inscription formelle d'Engels et de Marx à la Ligue : il parle surtout du projet de la Ligue de réunir bientôt un congrès pour réorienter son action après l'échec manifeste de la stratégie conspiratrice qui a longtemps prévalu (échec du coup d'État blanquiste de la Société des Saisons en 1839 à Paris)

Quant à Kriege, il sera frappé d'aliénation mentale et mourra très jeune, à peine âgé de trente ans.

La circulaire donnera lieu à un échange de lettres qui ne manque pas d'intérêt.

De Weitling à Kriege : le 16 mai 1846 (cité par Rubel à partir de Mehring, page 1832, vol II des Œuvres) :

« Cette Ligue qui roule sur l'or est composée d'une douzaine ou d'une vingtaine d'individus qui n'ont qu'une chose en tête : me combattre, moi le réactionnaire. Je serai le premier à avoir la tête tranchée, puis viendra le tour des autres, enfin de leurs amis; et pour finir, ils se trancheront le cou eux-mêmes. La critique dévore tout ce qui existe, et quand il n'y a plus rien à dépecer, elle se dévore elle-même. Elle commence par son propre parti, surtout depuis que les autres demeurent indifférents. Chacun voudrait être communiste et faire passer l'autre pour un non communiste dès qu'il en craint la concurrence. Et ils disposent de fonds énormes pour leurs agissements, alors que moi je ne trouve pas d'éditeur. Je suis à cet égard tout seul avec Hess, mais Hess est, comme moi, mis hors la loi ».

De Moses Hess à Marx, le 20 mai 1846 :

¹ Cité par Maximilien. Rubel, page 1355 du volume III « Philosophie » des Œuvres de Marx, aux éditions La Pléiade, 1982

« Sa méfiance² envers vous est au paroxysme. Vous l'avez rendu complètement fou et il ne faut pas vous étonner qu'il le soit vraiment. Je ne veux plus rien avoir à faire avec toute cette histoire. C'est à vomir. [...] Si le parti ne veut ou ne peut venir en aide à ses auteurs, ceux-ci doivent bien s'en sortir comme ils peuvent, tout au moins ceux que l'on abandonne »

Et quelques jours plus tard, le 29 mai 1846, le même Moses Hess écrit à Marx :

« Du reste, même si tu as raison de penser que la misère privée n'a rien à voir avec les querelles de parti, les deux combinées suffisent pour me dégoûter de toute coopération dans ce parti; et s'il est vrai que tu n'es pas responsable de la première - puisque tu es celui qui en souffre le plus, tandis que moi, j' accuse notre parti non tant à cause de ma misère privée qu'à cause de la tienne -, tu pourrais beaucoup contribuer à empêcher les dernières, je veux dire les querelles de parti. Cependant, tu es un caractère "dissolvant " et moi, je suis peut-être d'un tempérament trop "conciliant " - " chaque peuple a sa grandeur ", et tout individu a aussi sa faiblesse. Si l'on n'a rien à dire, on écrit le plus "couramment à la manière de Ruge et de Sancho". Porte-toi bien! Avec toi personnellement, j'aimerais rester en contact encore longtemps ; quant à ton parti, je ne veux plus rien avoir à faire avec lui »

Autant dire que la rupture avec Weitling et Kriege conduit aussi bien à **une mise à l'écart de Moses Hess**, ce qui n'est pas négligeable quand on mesure le rôle de pionnier du communisme joué par Moses Hesse entre la France et l'Allemagne des années 1830.

Engels, quant à lui, ne relâchera pas sa vigilance. Il écrit à Marx, de Paris, le 18.10.46 :

« J'ai vu, il y a environ trois semaines, les articles parus dans le « Volkstribune ». Je n'ai jamais rien rencontré d'aussi stupide. L'infamie du frère Weitling atteint son apogée dans cette lettre à Kriege. En ce qui concerne le détail, je ne l'ai pas assez présent à la mémoire pour pouvoir en dire quoi que ce soit. Mais je suis également d'avis de répondre aussi bien à la proclamation de Kriege qu'à celle des Straubinger et de leur mettre le nez dans leur caca: ne nient-ils pas avoir dit ce que nous leur reprochons, alors que, dans leur réponse, ils proclament à nouveau ces mêmes bêtises qu'ils viennent de nier? Et il importe de taper un bon coup sur ce Kriege en particulier qui donne dans un pathos hautement moralisant et s'indigne de nos railleries. Les numéros du journal circulant actuellement parmi les Straubinger d'ici, je suis obligé d'attendre quatre ou cinq jours pour me les procurer. »

Voici à présent le texte de la circulaire.

Circulaire contre Kriege

Lors d'une réunion, les communistes dont voici les noms : *Engels, Gigot, Heilberg, Marx, Seiler, Weitling, v. Westphalen* et *Wolff*, ont adopté les résolutions suivantes concernant le journal allemand de New York, *Der Volks-Tribun redigiert von Hermann Kriege*.

Les motifs en sont donnés en annexe. Ces résolutions ont été votées à l'unanimité, à la seule exception de Weitling « qui a voté contre ».

Résolutions

1. La tendance que le rédacteur Hermann Kriege défend dans le *Volks-Tribun* n'est pas communiste.
2. La manière puérile et pompeuse dont Kriege défend cette tendance compromet au plus haut degré le parti communiste en Europe aussi bien qu'en Amérique, dans la mesure où Kriege passe pour le représentant littéraire du communisme allemand à New York.
3. Les rêveries sentimentales prêchées par Kriege à New York sous l'étiquette de « communisme » ne peuvent que démoraliser au dernier point les travailleurs, si d'aventure ils les font leurs

² La méfiance de Weitling

4. Les résolutions présentes et l'exposé de leurs motifs seront portés à la connaissance des communistes d'Allemagne, de France et d'Angleterre.

5. Un exemplaire est adressé à la rédaction du *Volks-Tribun*, qui est sommée de publier ces résolutions et l'exposé de leurs motifs dans les prochains numéros du *Volks-Tribun*.

Bruxelles, le 11 mai 1846.

ENGELS, Phil. GIGOT, Louis HEILBERG, K. MARX, SEILER, VON WESTPHALEN, WOLFF

(...)

« Nous n'avons pas l'intention de toucher à la propriété privée de qui que ce soit. Que l'usurier garde ce qu'il possède. Nous voulons seulement empêcher que le pillage des biens du peuple se poursuive et que le capital continue à retenir injustement la propriété légitime du travail. » Ce but sera atteint de la façon suivante : « Tout indigent se transforme sur le champ en un membre utile de la société humaine dès qu'on lui donne la possibilité d'avoir une activité productrice. » (D'après cela, personne n'aurait mieux servi la « communauté humaine » que les capitalistes, y compris ceux de New York, contre lesquels Kriege fait si grand tapage.) « Or une telle possibilité lui est assurée pour toujours, si la société lui donne un lopin de terre, grâce auquel il puisse se nourrir avec sa famille... Si cette immense superficie (les 1.400 millions d'acres de terrain appartenant à l'État américain) était soustraite au commerce pour être assignée, en quantités limitées, au travail, d'un seul coup il serait mis un terme à toute indigence en Amérique; car chacun aurait la possibilité de se créer un foyer inviolable grâce au travail de ses mains. » On aurait pu s'attendre à ce que l'auteur comprenne qu'il n'est pas au pouvoir des législateurs d'empêcher par des décrets que les conditions sociales patriarcales dont il rêve se développent pour s'élever au niveau industriel, pas plus qu'il n'est en leur pouvoir de rejeter les États commerciaux et industriels de la côte orientale des États-Unis dans la barbarie patriarcale. En attendant l'avènement de la splendeur future, décrite ci-dessus, Kriege a une formule toute prête, digne d'un curé de campagne : « Et alors nous pourrions apprendre aux hommes à habiter en paix les uns auprès des autres, à s'alléger mutuellement de leur fardeau et des peines de la vie et (...) à bâtir sur terre les premières demeures du paradis de l'amour » (à 160 acres le lot).

(...)

À ce radotage (...) correspond la peinture que Kriege fait du communisme (...) quand il le décrit comme l'amour, qui est le contraire de l'égoïsme, réduisant de la sorte un mouvement révolutionnaire de portée mondiale à ces quelques mots : amour - haine - communisme - égoïsme. Dans le même esprit; il en vient à flatter lâchement l'usurier, en lui promettant de le laisser en possession des biens déjà acquis, ou lorsque, plus loin, il jure de ne pas vouloir détruire « les sentiments intimes de la vie familiale, de l'attachement au pays et au peuple », mais seulement les « parachever ». Cette image lâche et hypocrite d'un communisme, qui ne serait pas la « destruction » mais l'« accomplissement » des mauvaises conditions sociales existantes et des illusions que les bourgeois entretiennent à leur égard, se retrouve dans tous les numéros du *Volks-Tribun*.

(...)

Pour lui (...) c'est pécher contre le communisme que d'écrire contre les visionnaires politiques catholiques tels que Lamennais et Borne, si bien que des hommes comme Proudhon, Cabet, Dézamy, bref tous les communistes français, ne sont que des gens « qui se nomment communistes ». Kriege aurait pu apprendre déjà en Allemagne, à Bruxelles et à Londres, que les communistes allemands ont dépassé Borne d'aussi loin que les Français ont dépassé Lamennais.

(...)

Kriege prétend ici « ne pas avoir l'habitude de faire des exercices d'acrobatie logique dans le désert aride de l'abstraction » Que ses exercices acrobatiques ne soient pas « logiques », mais simplement montés à l'aide de phrases philosophiques et de transes amoureuses, c'est ce qui ressort de chaque numéro du *Volks-Tribun*.

(...)

L'idéal de l'homme communiste est le suivant : « Il porte l'empreinte de l'espèce » (qui donc ne la porte pas dès à présent et tout à fait de lui-même ?), « il fixe ses propres fins d'après les fins de l'espèce » (comme si l'espèce était une personne qui puisse avoir des fins) « et ne cherche à se saisir lui-même complètement que pour pouvoir, tel qu'il est déjà et tel qu'il peut devenir, se dévouer- entièrement à l'es-

pèce » (immolation et humiliation totale de soi-même devant une fantasmagorie). (...) La position de l'homme singulier par rapport à l'espèce est également caractérisée dans ce non-sens délirant : « Nous tous et notre activité particulière ne sommes que des symptômes du grand mouvement qui se produit au tréfonds de l'humanité. » « Au tréfonds de l'humanité » - où est-ce donc? D'après cette phrase, les hommes réels ne sont donc que des « symptômes », des signes d'un « mouvement » qui se déroule « au fond » d'une idée fantomatique.

(...)

La lutte pour la société communiste, ce curé de campagne la transforme en « la quête du grand esprit de la communauté », Ce « grand esprit », il le fait « déborder de la coupe de la communion » et « jaillir, tel l'Esprit-Saint de l'oeil du frère ». Après avoir transformé ainsi le mouvement communiste révolutionnaire en la « quête » du Saint-Esprit et de la sainte Cène, Kriege peut aussi, évidemment, prétendre que cet esprit, « il suffit de le reconnaître pour unir tous les hommes dans l'amour ». (...) Ce résultat métaphysique découle de la confusion suivante entre *communisme* et *communio* : « L'esprit qui domine le monde, l'esprit qui commande à la tempête à l'orage !!!), l'esprit qui guérit les aveugles et les eux, l'esprit qui offre à tous les hommes un *seul et même* vin » (nous préférons la variété) « et à manger un *seul* pain » (les communistes français et anglais sont plus exigeants), « l'esprit *qui est éternel et omniprésent*, voilà esprit de la communauté. » (...)

Kriege prêche ainsi, *au nom du communisme*, la vieille chimère religieuse élucubrée par la philosophie allemande, qui est *en contradiction directe avec le communisme*. La foi, et plus précisément la foi dans « l'esprit saint de la communauté » est bien la dernière chose qui soit exigée pour la réalisation du communisme.

(...)

Il est bien évident que les radotages d'amour de Kriege et ses attaques contre l'égoïsme ne sont rien que les manifestations ampoulées d'une sensibilité confite en religion. Nous allons voir comment Kriege qui, en Europe, se fit toujours passer pour athée, cherche ici à faire accepter toutes les infamies du christianisme sous l'enseigne du communisme pour en arriver, tout naturellement, à la *flétrissure volontaire de l'homme*.

(...)

Kriege conclut ainsi son discours boursoufflé : « Celui qui ne donne pas son appui à un tel parti peut être considéré, à juste titre, comme un ennemi de l'humanité. » . L'intolérance de cette phrase *semble* contredire le « don de soi à tous » « la religion de l'amour » pour tous. Mais elle est, au contraire, une conséquence toute logique de cette nouvelle religion qui ; -comme toutes les autres; hait et persécute à mort tous ses ennemis. L'ennemi du parti est transformé tout logiquement en un hérétique : d'ennemi du *parti* réellement existant, que *l'on* combat, on fait un pécheur contre *l'humanité* qui, elle, n'existe que dans la seule imagination, et ce pécheur doit être puni.

Les conséquences pratiques de cette religion kriegéenne de la miséricorde infinie et de l'abnégation sans limites s'étalent dans presque chaque numéro du Volks-Tribun : on y mendie du travail. Ainsi dans le numéro 8, nous lisons « N'y a-t-il personne, parmi tous ces avisés Messieurs, qui ne tienne pas pour peine perdue de procurer de la nourriture à de braves familles et de sauver de la misère et du désespoir des jeunes gens en détresse ? Voici pour commencer Johann Stern, de Mecklembourg. Il est toujours sans travail, et pourtant il ne demande qu'à s'éreinter au profit d'un capitaliste et à se procurer ainsi autant de pain qu'il lui en faut pour se maintenir et assurer son travail. Est-ce là trop demander dans une société civilisée ? (...) « Que celui qui peut venir en aide n'hésite plus, ou bien sa conscience *lui* ôtera le sommeil quand il en aura le plus besoin. Sans doute pourriez-vous dire : il y en a des milliers qui demandent en vain *du* travail, et nous ne pouvons pas les aider tous. Mais si, vous le pourriez, mais vous êtes les esclaves de l'égoïsme et vous n'avez pas le coeur de faire quelque chose. Si vous ne voulez pas les aider tous, montrez au moins que vous avez conservé un petit reste de sentiment humain, et secourez autant d'individus qu'il vous est possible. »

(...)

Les passages cités ci-dessus font ressortir suffisamment les manifestations personnelles de Kriege dans son journal. (...) Kriege se présente comme prophète, donc nécessairement comme messenger d'une Ligue secrète, de type essénien, la « Ligue de la Justice ». Ainsi, quand il ne parle pas au nom des « opprimés », il le fait au nom de la « justice », laquelle n'est cependant pas la justice ordinaire, mais celle de la « Li-

gue de la Justice ». Non seulement il se mystifie *lui-même*, mais il fait de l'histoire une mystification. Le véritable développement historique du communisme dans les divers pays d'Europe, il ne le connaît pas et il le travestit en cherchant l'origine et les progrès du communisme dans des intrigues fabuleuses, romanesques et controuvées de cette Ligue des esséniens. (...)

En véritable *apôtre de l'amour*, Kriege s'adresse tout d'abord aux femmes qu'il ne croit pas dépravées au point de résister à un coeur battant pour l'amour. Ensuite, il s'adresse, comme « fils », « frère » et « frère de coeur », aux agitateurs qu'il trouve sous la main, faisant appel à leur « esprit filial et conciliant »; enfin, en tant qu'« homme », il se tourne vers les riches. À peine débarqué à New York, il envoie un message à tous les riches commerçants allemands; il leur braque le pistolet de l'amour sur la poitrine, tout en se gardant bien de dire ce qu'il exige d'eux; il signe tantôt « un homme », tantôt « un ami des hommes », tantôt « un fou ». Et, « le croiriez-vous, mes amis ? », il ne se trouve personne pour se laisser prendre à ses grandiloquentes bouffonneries. Il est, disons-le, le seul à s'en étonner. (...)

1.3. Instructions du Comité de correspondance communiste (juin 1846)

Cette lettre aux communistes du Wuppertal est un document représentatif de la manière dont le Comité de Correspondance bruxellois entend remplir sa fonction de « surveillance » théorique sur les activités de propagande communiste en Allemagne.

Lettre du Comité de correspondance communiste de Bruxelles à G. A. Köttgen

-À G. A. Köttgen pour diffusion ultérieure.

Bruxelles, le 15 juin 1846

Nous nous empressons de répondre à la demande que vous nous avez adressée il y a quelques jours : Nous partageons entièrement votre opinion, à savoir que les communistes allemands doivent sortir de l'isolement et la dispersion dans lesquels ils se trouvaient jusqu'ici et nouer des relations régulières et suivies entre eux, de même que le besoin de sociétés de lecture et de discussion se fait vivement sentir. En effet, les communistes doivent d'abord se rendre clairement compte de leurs positions propres, ce qui ne peut être obtenu sans des rencontres régulières en vue de discuter des problèmes communistes. Cela étant, nous sommes tout à fait d'accord avec vous sur la nécessité de préparer des ouvrages et brochures bon marché et compréhensibles de contenu communiste.

Vous reconnaissez la nécessité de continuer à verser régulièrement de petites sommes d'argent. Cependant, nous devons, pour notre part, rejeter votre proposition selon laquelle ces cotisations devraient servir à soutenir ceux qui écrivent et à leur procurer une vie à l'abri du besoin. Nous estimons que ces contributions ne doivent être utilisées que pour couvrir les frais d'impression de tracts et de brochures communistes à bon marché ainsi que les frais occasionnés par la correspondance parmi laquelle aussi celle qui est envoyée à l'étranger. Il sera nécessaire de fixer un minimum des cotisations mensuelles, afin qu'à tout moment on puisse déterminer d'un coup d'œil et avec certitude ce que l'on peut utiliser pour les besoins collectifs. En outre, il importe que vous nous communiquiez les noms des membres de votre association communiste — étant donné qu'il faut savoir à quelle sorte de gens nous avons affaire, comme vous le savez pour ce qui nous concerne. Enfin, nous attendons que vous nous indiquiez le montant de vos contributions mensuelles en vue de couvrir les besoins collectifs, étant donné qu'il faut entreprendre le plus tôt possible l'impression de quelques brochures populaires. Vous comprendrez sans peine que ces brochures ne peuvent être publiées en Allemagne : il n'y a pas lieu de vous en faire la démonstration.

Vraiment, vous nourrissez de grandes illusions sur le Parlement fédéral, le roi de Prusse, les instances de district, etc. Un manifeste ne pourrait avoir d'effet que s'il existait déjà en Allemagne un parti communiste fort et organisé, or il n'en est rien. Une pétition n'a de sens que si elle se présente aussi comme menace, derrière laquelle se tient une masse compacte et organisée. Tout ce que vous puissiez faire — au cas où les conditions de votre district s'y prêteraient—, ce serait de mettre en œuvre une pétition pourvue de signatures imposantes et *nombreuses* d'ouvriers.

Nous ne pensons pas que ce soit le moment de tenir un congrès communiste. Ce n'est que lorsque des associations communistes se seront étendues à toute l'Allemagne, et qu'elles auront mis en œuvre des moyens pour leur action, que des délégués des différentes associations pourront se réunir en un congrès avec des perspectives de succès. Ce ne sera donc pas possible avant l'année prochaine.

Jusqu'à-là, le seul moyen d'action commune sera l'échange de vues et la clarification au moyen d'une correspondance régulière.

D'ici, nous échangeons déjà de temps en temps une correspondance avec les communistes anglais et français ainsi qu'avec les communistes allemands de l'étran-

ger. À chaque fois que nous recevons des comptes rendus sur le mouvement communiste en Angleterre et en France, et en général que nous apprendrons quelque chose, nous vous le communiquerons.

Nous vous prions de nous indiquer une adresse *sûre* (et ne plus mentionner en toutes lettres au verso, le nom de G. A. Kottgen, par exemple, de sorte que l'on découvre immédiatement l'expéditeur aussi bien que le destinataire).

Vous nous écrirez à l'adresse *tout à fait sûre* que voici :
M. Philippe Gigot, 8, rue de Bodenbroek, Bruxelles.

K. MARX, F. ENGELS, P. GIGOT, F. WOLFF.

P.-S. Weerth, actuellement à Amiens, vous salue.

Si vous mettiez à exécution votre projet de pétition, cela ne vous conduirait à rien d'autre qu'à proclamer ouvertement la faiblesse du parti communiste et à communiquer au gouvernement les noms de ceux qu'il doit surveiller de près. Si vous ne pouvez établir de pétition ouvrière comportant au moins cinq cents signatures, agissez donc plutôt comme les bourgeois de Trèves lorsqu'ils réclament l'institution d'un impôt progressif sur les revenus : si les bourgeois du lieu ne s'y associent pas, eh bien, rejoignez-les pour l'heure dans les manifestations publiques ; agissez de manière jésuitique ; laissez choir la traditionnelle honnêteté allemande, la fidélité sentimentale et la quiétude tranquille, en signant et en activant les pétitions bourgeoises pour la liberté de la presse, la Constitution, etc. Si tout cela passe dans les faits, c'est l'aube d'une ère nouvelle pour la propagande communiste. Les moyens d'action seront multipliés pour nous, et l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat sera tranché. Dans un parti, il faut appuyer tout ce qui aide à faire avancer le mouvement, et sur ce point il ne faut pas faire preuve de fastidieux scrupules moraux.

Au reste, vous devriez élire un comité permanent pour la correspondance qui se réunit à terme fixe pour élaborer et discuter les lettres à nous envoyer. Autrement, l'affaire se fera de manière désordonnée. Choisissez celui que vous considérez comme le plus capable pour préparer les lettres. Les considérations et égards personnels doivent être écartés, car c'est ce qui gâche tout. Communiquez-nous bien sûr les noms des membres du comité. Salut.

On notera l'indication **stratégique** : dans un rapport de force, il faut appuyer l'adversaire de l'adversaire et en l'occurrence faire alliance avec la bourgeoisie pour mieux régler ensuite le conflit avec elle. C'est la stratégie que Marx et Engels préconiseront en 1848 lorsque des événements révolutionnaires se déclencheront en Allemagne et en d'autres pays européens, surtout en France.

1.4. La mission d'Engels à Paris (1846-1847)

Dans sa réponse à Marx du 17.05.1846, Proudhon manifestait sa sympathie pour Karl Grün et August Ewerbeck, précisant :

« (...) je dois à M. Grün ainsi qu'à son ami Ewerbeck la connaissance que j'ai de vos écrits, mon cher monsieur Marx, de ceux de M. Engels, et de l'ouvrage si important de Feuerbach. Ces messieurs, à ma prière, ont bien voulu faire quelques analyses pour moi en français (car j'ai le malheur de ne point lire l'allemand) des publications socialistes les plus importantes ; et c'est à leur sollicitation que je dois insérer (ce que j'eusse fait de moi-même, au reste) dans mon prochain ouvrage, une mention des ouvrages de MM. Marx, Engels, Feuerbach, etc. Enfin, Grün et Ewerbeck travaillent à entretenir le feu sacré chez les Allemands qui résident à Paris, et la déférence qu'ont pour ces messieurs les ouvriers qui les consultent me semble un sûr garant de la droiture de leurs intentions. »

Cette indication sur « la déférence » des ouvriers allemands de Paris pour Grün et Ewerbeck a sans aucun doute été le déclencheur de la mission d'Engels dans la capitale française **avec pour but de détacher les milieux de l'immigration allemande de l'humanisme feuerbachien que diffusait en son sein Karl Grün.**

Manifestement, Marx et Engels prennent la situation au sérieux.

Et cela, pour **deux motifs.**

Le premier tient à la **personnalité de Proudhon** qu'ils sont loin de sous-estimer. Le refus de la « voie politique » (et de la voie révolutionnaire) exprimé par Proudhon dans sa réponse constitue à leurs yeux un véritable casus belli.

Le second motif tient au **réseau éditorial** sur lequel s'appuie la mouvance « humaniste » issue de l'évolution tardive des jeunes-hégéliens. Ce courant idéologique que *l'Idéologie allemande* (dont l'encre est à peine sèche) dénonce sous le nom de « socialisme vrai » peut en effet compter sur un éventail de revues et de quotidiens qui constituent un petit appareil éditorial dont la capacité de diffusion n'est pas négligeable. Il y a le *Steamer westphalien* (*Westphälisches Dampfboot*) édité par Otto Lüning, *Le Miroir de la société* (*Gesellschaftsspiegel*), *L'Almanach du citoyen allemand* (*Deutsche Bürgerbuch*) édité par Püttmann, *La gazette de Trèves* (dont le rédacteur adjoint est Joseph Weydemeyer), des publications auxquelles Marx et Engels n'ont du reste pas refusé leur concours (c'est dans le *Steamer Westphalien* que Marx et Engels publieront le seul chapitre de *l'Idéologie allemande* qui ait paru à l'époque, contre Grün).

Hermann Ewerbeck (1816-1860) est un médecin immigré à Paris. Militant d'inspiration cabétiste, il groupe autour de lui les sympathisants de la « Ligue des justes » après que celle-ci eut transféré sa direction à Londres au lendemain de l'échec du soulèvement blanquiste de 1839.

Karl Grün (1817-1887) a une formation de théologien et de philosophe. En 1842, il est rédacteur de la *Gazette du Soir* de Mannheim. Il est expulsé du Grand-duché de Bade en raison de ses positions radicales. Saint-simonien puis fouriériste, il entre en relation avec Moses Hess à Cologne et devient le porte-parole de l'humanisme feuerbachien auprès de Proudhon.

Engels arrive le 15 août 1846 à Paris : « Après un voyage fatigant et très ennuyeux, je suis enfin arrivé ici samedi soir ».

Il adresse vers Bruxelles deux types de correspondances. Les premières lettres sont destinées, « privatim », à Marx seul (Engels insiste sur cet aspect : « Il va de soi que ce que je t'écris et t'écrirai sur Ewerbeck, Bernays et autres personnes de connaissance est strictement confidentiel. » (Lettre du 19.08.46)) : elles contiennent des indications et des portraits qui illustrent la très remarquable assurance que dégage Engels dans ses jugements, un impressionnant aplomb qui a dû agir sur Marx lui-même. Les autres courriers sont adressés au Comité bruxellois.

A vrai dire, Engels intervient à un moment où Ewerbeck et Grün, les deux principaux protagonistes de l'affaire, sont en conflit pour des raisons de concurrence auprès de Proudhon. Témoin cette lettre d'Ewerbeck à Proudhon.

hon, le 30.06.46. Le document (cité par P. Hauptmann, dans son étude *Proudhon Marx et la pensée allemande*, Pug 1981, page 115) est révélateur des tensions au sein de la communauté allemande de Paris :

« Les amis à Bruxelles sont, à ce qu'il paraît, d'une assiduité, d'une activité sans égal (...) Il y a d'autres parmi nous qui, stimulés par une ambition orgueilleuse, font beaucoup de brouhaha en cherchant à se poser eux-mêmes en grands hommes. Je ne vous dirais pas cela, mais je le fais parce qu'il pourrait arriver que, dans l'hiver, il faudrait faire une nouvelle scission dans notre petit parti à cause de... Grün !! Il me semble, en effet, que cet homme de talent et de caractère, a pourtant un orgueil qui devient de plus en plus intolérable et ridicule : ce sont des bagatelles, il est vrai, et je n'en ai parlé que pour vous préparer à toute scission qui pourrait éclater parmi la poignée de socialistes allemands qui semblent vouloir se manger comme des araignées. C'est triste, mais je désespère d'y porter remède. Tout ceci, je vous le dis en secret. (...) Si Grün n'a pas encore abordé votre traduction, je serais bien aise de la faire, car je suis convaincu que votre œuvre ne permet aucun délai et qu'il faut la donner aux Allemands tout de suite. Grün vous avait d'ailleurs promis de la traduire en Suisse où il est depuis sept ans (à ce qu'on me vient de dire) il a une famille et point de pain; il est donc forcé à écrire comme un journalier, à écrire beaucoup et vite pour manger; il est par conséquent dans une irritation continue de la cervelle et des nerfs. De là son orgueil, comme réaction en quelque sorte. C'est malheureux, je le plains; mais il n'a pas été franc ni ouvert envers moi. Je plains sa femme encore bien davantage; elle mène une vie de prisonnière d'état, et il la maltraite peut-être. Nous sommes tous des mortels qui ne vivent pas longtemps; pourquoi se tourmenter les uns et les autres ? »

Engels n'éprouve donc aucune peine à s'assurer la collaboration d'Hermann Ewerbeck :

« C'est un garçon très gai, parfaitement maniable et plus réceptif que jamais ; bref, j'espère avec un peu de patience très bien m'entendre avec lui sur toutes choses. » (à Marx, le 19.08.46).

Le 19.08.48, il écrit au comité bruxellois :

« Notre affaire va très bien marcher ici. Ewerbeck y jusqu'au cou et souhaite seulement qu'on ne précipite pas l'organisation officielle d'un comité, car une scission est imminente. Le reste des adeptes de Weitling, une petite bande de tailleurs, est sur le point d'être flanqué à la porte et Ewerbeck trouve préférable que cette affaire soit d'abord réglée. »

La communauté allemande de Paris compte en effet deux groupes importants, réunis selon la profession comme il se doit dans les milieux d'artisans : d'un côté, les tailleurs, plutôt sous l'influence de Weitling, et de l'autre côté, les menuisiers et ébénistes, à l'écoute de Grün.

Engels, au comité bruxellois, le 16.09.46 :

« J'ai été plusieurs fois en contact avec les ouvriers d'ici, c'est-à-dire avec les dirigeants des menuisiers du Faubourg Saint-Antoine. Ces gens-là ont une organisation particulière. A part leur histoire d'association -devenue très confuse à cause d'une importante dissension avec les tailleurs adeptes de Weitling - ces gars, c'est-à-dire environ 12 à 20 d'entre eux - se réunissent chaque semaine pour - jusqu'à présent - discuter. (...) Ewerbeck a été obligé de leur faire des conférences sur l'histoire allemande depuis les origines et sur une économie politique des plus confuse - en somme des *Annales franco-allemandes* à la sauce humanitaire ».

« Puis je suis arrivé », écrit Engels. Il ajoute dans le même rapport :

« Ce qu'ils opposent au communisme des tailleurs, n'est rien d'autre que des phrases creuses et humanitaires à la Grün et du Proudhon arrangé par Grün, qui leur ont été inculquées à grand-peine par Monsieur Grün soi-même, en partie par un vieux maître menuisier très suffisant et valet de Grün, le père Eisermann et aussi par l'ami Ewerbeck. (...) Mais il faut avoir de la patience avec ces types - : d'abord il

faut se débarrasser de Grün qui a vraiment exercé directement et indirectement une influence épouvantablement amollissante et ensuite, quand on leur aura sorti ces grandes phrases de la tête, j'espère arriver à quelque chose avec eux, car ont une grande soif de savoir en matière d'économie. Comme j'ai dans la poche Ewerbeck qui, en dépit d'une confusion bien connue -qui en ce moment atteint son paroxysme - possède la meilleure volonté du monde et que Jung est également tout à fait de mon côté, nous arriverons bientôt à quelque chose. (...) mais tant qu'on n'aura pas insufflé à nouveau de l'énergie à ces gens en anéantissant l'influence personnelle de Grün en extirpant ses phrases creuses il n'y aura rien à faire, compte tenu de grands obstacles matériels (en particulier ils sont pris chaque soir ou presque). »

L'occasion est belle pour rendre compte de l'actualité proudhonienne. Le jugement d'Engels est sans appel sur ce qu'il apprend des projets de Proudhon en matière de réforme sociale. Il faut ici préciser que les informations recueillies par Engels sont des indiscretions commises par les amis allemands de Proudhon. Ce dernier n'a en effet encore rien écrit de son plan de société « progressive » et il se gardera bien de le commenter dans le prochain ouvrage qu'il se prépare à publier : *Philosophie de la misère*. C'est qu'il tenait ce projet pour le meilleur de lui-même et il se gardait d'anticiper sur sa révélation. Cette précaution aura été manifestement inutile. Dès septembre 1846, Engels est en mesure de fournir à ses amis une description au vitriol du réformisme proudhonien :

« Maintenant quelque chose d'amusant. Proudhon dans son nouveau livre qui n'est pas encore imprimé et que Grün traduit, a un plan grandiose pour faire de l'argent à partir de rien et mettre le paradis à la portée de tous les ouvriers. Personne ne savait de quoi il s'agissait. Grün faisait grand mystère de la chose, mais en installait partout avec sa pierre philosophale. Tout le monde était dans l'attente. Enfin la semaine dernière le père Eisermann était chez des menuisiers ainsi que moi-même et petit à petit voilà que notre vieux gamin dévoile tout, naïvement et en faisant le mystérieux. Monsieur Grün lui a confié tout le plan. Maintenant écoutez bien en quoi consiste ce plan qui doit sauver le monde : ce ne sont ni plus ni moins que les Labour Bazaars ou Labour Market qu'on a connus il y a des années en Angleterre et qui ont déjà dix fois échoué ; tous les artisans de toutes les branches s'associent, on crée un grand dépôt où tous les travaux livrés par les associés sont tarifés très précisément selon le prix de la matière première augmenté de celui du travail fourni, puis payés en d'autres produits de l'association qui eux aussi sont taxés. L'excédent des livraisons par rapport aux besoins de l'association sera vendu sur le marché mondial et le montant de la vente versé aux producteurs. C'est de cette façon, calcule ce finaud de Proudhon, qu'il évite, lui et ses associés, le bénéfice de l'intermédiaire. Mais que ce faisant il évite aussi le bénéfice revenant au capital de l'association ; que ce capital et ce bénéfice doivent être aussi élevés que le capital et le bénéfice des intermédiaires dont il se passe, que par conséquent il donne de la main droite ce qu'il reçoit de la gauche - voilà des considérations qui n'ont pas effleuré ce cerveau subtil. Que ses ouvriers ne pourront jamais fournir le capital nécessaire parce qu'ils pourraient sinon aussi bien s'établir à leur compte, que la petite réduction des frais résultant de l'association est plus que par l'énorme risque couru et que toute cette histoire tend à ceci : escamoter le bénéfice, le chasser du monde actuel en laissant en place tous les producteurs de bénéfice, qu'il s'agit d'une véritable idylle à la Straubinger qui exclut d'emblée toute grande industrie, les entreprises de construction, l'agriculture, etc., qu'ils n'ont qu'à supporter les pertes des bourgeois sans en partager les bénéfices, toutes ces objections et cent autres encore qui tombent sous le sens, il les oublie devant le bonheur qui lui procure son illusion plausible. Cette histoire est à mourir de rire. Grün, bon père de famille, croit naturellement à cette nouvelle rédemption et se voit déjà en imagination à la tête d'une association de 20.000 ouvriers (on voit grand dès le début) cependant que toute sa famille sera bien sûr nourrie, habillée et logée gratuitement. Mais Proudhon se rend ridicule à tout jamais aux yeux des économistes bourgeois, et avec lui tous les socialistes et communistes français s'il sort de tels plans -voilà d'ailleurs la raison de ses pleurs et de ses polémiques contre la révolution : il avait in petto un remède pacifique. Proudhon est comme John Watt : ce dernier met un point d'honneur à gagner le respect des bourgeois malgré son athéisme et son socialisme non respectables - Proudhon met tout en jeu pour être reconnu comme grand économiste en dépit de sa polémique contre les économistes. Voilà comment sont les sectaires. Et c'est pourtant une si vieille histoire ! »

Engels revient sur l'information dans sa lettre privée à Marx du 18.09.48

« Je croyais (que Proudhon) avait commis un petit non-sens, mais un non-sens qui se tiendrait encore dans les limites du sens commun. Mais hier, la chose a été discutée à nouveau et en détail, et là je me suis aperçu que ce nouveau non-sens est un non-sens qui dépasse vraiment les bornes. Imagine-toi : des prolétaires doivent économiser de petites actions. Avec ces actions (on ne commence évidemment pas au-dessous de 10 ou 20.000 ouvriers), on crée d'abord un ou plusieurs ateliers, dans un ou plusieurs corps de métiers ; on y occupe une partie des actionnaires et 1° les produits sont vendus aux actionnaires (qui, de cette manière, n'ont pas à payer de bénéfice), au prix des matières premières augmenté de celui du travail ; 2° l'excédent éventuel est vendu au prix en vigueur sur le marché mondial. Au fur et à mesure qu'il s'accroît (du fait de nouveaux arrivants ou d'économies nouvelles des actionnaires anciens), le capital de la société est employé à l'installation de nouveaux ateliers et de nouvelles usines, etc., etc., jusqu'à ce que...tous les prolétaires soient occupés ; que toutes les forces productives existant dans le pays soient achetées et que les capitaux se trouvant aux mains des bourgeois aient perdu par ce moyen tout pouvoir de commander le travail et de procurer des bénéfices! Et voilà comment on supprime le capital « en inventant un organisme où le capital, c'est-à-dire les intérêts (rajeunissement du droit d'aubaine d'antan qu'on a en quelque sorte ramené à la lumière du jour) aura pour ainsi dire disparu. Dans cette proposition qu'a répétée un nombre incalculable de fois le père Eisermann et qu'il avait donc apprise par cœur dans Grün, tu peux voir encore distinctement percer les formulations initiales de Proudhon. Ces gens ont l'intention d'acheter d'abord la France tout entière, et ensuite peut-être également le reste du monde, ni plus ni moins, grâce aux économies du prolétariat et en renonçant aux bénéfices et aux intérêts de leur capital. A-t-on jamais imaginé un plan aussi mirifique (...) Et ici, les ouvriers, ces jeunes sots (je veux parler des Allemands) croient à toutes ces idioties ; eux qui ne peuvent même pas garder six sous en poche pour aller chez un marchand de vin le soir de leurs réunions, ils veulent acheter toute la belle France avec leurs économies ! (...) C'est à attraper des crises de nerfs. Ce Grün a tellement abruti les gars que pour eux la formule la plus absurde a davantage de sens que le fait le plus simple, utilisé comme argument économique. C'est quand même écœurant d'être encore obligé de s'échiner contre des inepties aussi barbares. Mais il faut de la patience et je ne lâcherai pas mes bonshommes avant d'avoir mis Grün en déroute et dissipé les brumes de leur cervelle.

Dans sa lettre à Marx du 18.10.46 Engels utilise l'expression *Straubinger* qui reviendra très souvent dans sa correspondance de l'époque. Le terme désigne les compagnons ouvriers qui parcouraient les villes allemandes. Il reçoit sous la plume d'Engels une signification péjorative pour nommer les travailleurs incapables de s'émanciper de leurs conceptions corporatistes et de percevoir le tournant historique que représente la création de la classe ouvrière moderne au sein du capitalisme.

« Les Straubinger d'ici aboient furieusement contre moi. En particulier trois ou quatre ouvriers «cultivés» qu'Ewerbeck et Grün ont initiés aux secrets de l'humanitarisme vrai. Mais je l'ai emporté grâce à quelque patience et à un peu de terrorisme ; la grande masse me suit. Grün s'est séparé du communisme et ces «ouvriers cultivés» avaient grande envie de le suivre. Alors j'ai frappé un grand coup et j'ai tellement intimidé le vieux Eisermann qu'il ne vient plus. Et j'ai provoqué un débat contradictoire pour trancher entre le communisme et le non-communisme. On votera ce soir pour décider si la réunion est communiste ou, pour parler comme les ouvriers cultivés «pour le bien de l'humanité». Je suis certain d'obtenir la majorité. J'ai déclaré que je ne voulais plus en entendre parler s'ils n'étaient pas communistes et que je ne reviendrais pas. Ce soir les disciples de Grün seront définitivement écrasés et il me faudra ensuite recommencer à zéro. – Tu ne saurais absolument pas imaginer les revendications que ces Straubinger cultivés m'ont présentées : ils réclamaient de la «bonté», de la douceur et une «ardente fraternité». Je leur ai passé, comme il se doit, un savon en règle ; tous les soirs, je réduisais au silence 6 ou 7 gaillards qui formaient l'opposition (car au début j'avais toute la boutique contre moi). Je t'envoierai sous peu des renseignements plus complets sur cette histoire qui jette une curieuse lumière sur Monsieur Grün. »

Le 23.10.46, Engels force la décision politique. L'intérêt du récit qu'il adresse au comité bruxellois réside dans **la définition d'une clarté exemplaire qu'il donne du communisme dans sa différence avec l'idéologie humaniste des « socialistes vrais » :**

Les différents points litigieux que j'avais à régler avec les camarades sont désormais résolus : le principal partisan et disciple de Grün, le père Eisermann, a été

flanqué à la porte, les autres ont perdu toute influence sur la masse et j'ai fait passer à l'unanimité une résolution qui les condamne.

(...)

On a discuté pendant trois jours le projet d'association de Proudhon. Au début, j'avais contre moi presque toute la bande, et à la fin il ne restait plus qu'Eisermann et les trois autres partisans de Grün. Il s'agissait avant tout de démontrer la nécessité de la révolution violente et de réfuter le socialisme de Grün, qui a retrouvé une nouvelle vitalité dans la panacée proudhonienne, en montrant qu'il est anti-prolétarien, petit-bourgeois et qu'il s'inspire des utopies des Straubinger. A la fin, à force d'entendre éternellement répéter par mes adversaires les mêmes arguments, je devins furieux et j'attaquai de front les Straubinger, ce qui provoqua l'indignation des partisans de Grün, mais me permit d'arracher au noble Eisermann une attaque directe contre le communisme. Et là-dessus, je lui rivai son clou de si belle manière qu'il n'y revint plus.

(...)

Je déclarai alors qu'avant d'accepter la poursuivre la discussion, on devait voter pour savoir si nous nous réunissions, oui ou non, en tant que communistes. Dans le premier cas, il faudrait veiller à ce que des attaques contre le communisme (comme celle d'Eisermann) ne se reproduisent pas. Dans le second cas, s'ils n'étaient que des individus quelconques discutant de sujets quelconques, je ne voulais plus en entendre parler et je ne reviendrais plus. Ce qui provoqua un frayeur intense chez les partisans de Grün qui se récrièrent qu'ils s'étaient réunis pour « le bien de l'humanité », pour s'informer, qu'ils étaient des hommes de progrès et non sectaires, ennemis de tout système exclusif, etc. ; il n'était vraiment pas possible de traiter d'« individus quelconques» des braves gens comme eux. Du reste, il leur fallait d'abord savoir ce que c'est réellement que le communisme (les chiens ! eux qui se disaient communistes depuis des années et qui n'avaient cessé de l'être que par crainte de Grün et d'Eisermann. alors que ces derniers s'étaient introduits chez eux en prétextant être communistes !). Je ne me laissai naturellement pas prendre à leur si aimable requête de leur dire en deux ou trois mots, à eux qui en ignoraient tout, ce qu'était le communisme. Je leur donnai une définition d'une extrême simplicité qui allait tout juste aussi loin que les points en discussion ; en mettant l'accent sur la communauté des biens, elle excluait toute attitude pacifique, la tendresse et les égards envers les bourgeois ou les Straubinger, elle excluait enfin la société par actions de Proudhon qui conserve la propriété individuelle avec toutes ses conséquences. Pour le reste ma définition ne contenait rien qui eût pu donner lieu à des digressions ni permettre de couper au vote que j'avais proposé. Je donnai donc des intentions des communistes, la définition suivante : 1. Faire prévaloir les intérêts des prolétaires contre ceux des bourgeois. 2. Atteindre ce but en supprimant la propriété privée et en la remplaçant par la communauté des biens. 3. Pour réaliser ces objectifs, ne pas admettre d'autres moyens que la révolution violente et démocratique. Nous avons discuté là-dessus pendant deux soirées. Le deuxième soir, le meilleur des trois partisans de Grün, se rendant compte de l'état d'esprit de la majorité, passa complètement de mon côté. Les deux autres ne cessaient de se contredire entre eux, sans s'en rendre compte. Plusieurs types qui n'avaient encore jamais pris la parole, l'ouvrirent tout d'un coup et se déclarèrent résolument pour moi. (...) Bref, lorsqu'on passa au vote, la réunion se déclara communiste au sens de la définition donnée plus haut, par treize voix contre les deux voix des deux partisans restés fidèles à Grün – encore l'un d'eux a-t-il déclaré par la suite qu'il avait le plus grand désir de se convertir .Ainsi avons-nous finalement réussi à faire tabula rasa (table rase) un bonne foi et nous pouvons commencer à faire, dans la mesure du possible, quelque chose de ces gars »

La correspondance parisienne d'Engels présente un intérêt annexe dans la série de portraits, très cruels souvent, qu'elle contient. Il faut évidemment tenir compte du caractère privé de l'échange, qui explique la nature des propos et le ton.

Sur Cabet (à Marx, le 19.08.46)

« Je suis allé voir Cabet : le vieux bougre s'est montré très cordial. J'ai écouté toutes ses élucubrations, lui ai parlé de Dieu, du diable, etc. J'y retournerai souvent. Mais nous devons le laisser tranquille avec notre correspondance. Premièrement, il a bien assez à faire et deuxièmement il est trop méfiant. Il y verrait un piège, le désir d'abuser de son nom. »

Sur Moses Hess (à Marx, le 16. 09.46, puis le 15.01.47)

« Le père Hess. (...) le pape du communisme vient de m'envoyer par l'intermédiaire d'un certain Reinhardt une nouvelle lettre, par laquelle il veut rétablir les ponts. Un truc à mourir de rire. (...) bien entendu, je continue à ignorer totalement cet animal »

« Le noble cœur est venu chez moi, ne m'a pas trouvé, je lui ai écrit pour lui dire de me fixer un rendez-vous. Il a eu lieu hier. Notre homme a beaucoup changé. Des boucles juvéniles ceignent sa tête, une coquette barbiche confère un peu de grâce à son menton sévère, une rougeur virginale colore ses joues, mais la grandeur déchue se peignait dans ses beaux yeux* et une étrange modestie s'est emparée de lui. Ici à Paris, j'ai adopté un ton très cynique, c'est le métier qui veut cette esbroufe et ça réussit souvent auprès des dames. Chez Hess, ce matamore qui prétendait autrefois ébranler le monde, cet air de « petit garçon battu » m'aurait presque désarmé. Mais les exploits de ses disciples, les socialistes « vrais » (dont je te parlerai plus loin) et sa nature profonde, inchangée, me redonnèrent du courage. Bref, je l'ai traité avec tant de froideur et d'ironie qu'il n'aura plus envie de revenir. La seule chose que j'aie faite pour lui c'est lui donner mes conseils utiles pour soigner la chaude-pisse qu'il avait ramenée d'Allemagne. »

Sur Feuerbach, à propos de son étude *L'essence de la religion* (à Marx le 18.10.46)

« Après avoir longtemps résisté, je me suis enfin attaqué à la lecture de la crotte de Feuerbach et je pense qu'il ne saurait être question, dans notre critique, de nous étendre sur ce bouquin. Tu verras pourquoi lorsque je t'en aurai exposé les grandes lignes. (...) polémique contre l'idée d'une création de la nature par un être raisonnable, contre l'idée d'une création à partir du néant, etc., reste la plupart du temps au niveau d'un materialismus vulgaris « humanisé », c'est-à-dire traduit en un allemand sentimental, propre à émouvoir un cœur bourgeois. »

Sur Kriege, à Marx le 18.10.46 :

(A propos d'un article paru dans l'hebdomadaire new-yorkais qu'il publie Der Volkstribune) : « J'ai vu, il y a environ trois semaines, les articles parus dans le Volkstribune. Je n'ai jamais rien rencontré d'aussi stupide. L'infamie du frère Weitling atteint son apogée dans cette lettre à Kriege. (...) je suis également d'avis de répondre aussi bien à la proclamation de Kriege qu'à celle des Straubinger et de leur mettre le nez dans leur caca : ne nient-ils pas avoir dit ce que nous leur reprochons alors que, dans leur réponse, ils proclament à nouveau ces mêmes bêtises qu'ils viennent de nier. Et il importe de taper un bon coup sur ce Kriege en particulier qui donne dans un pathos hautement moralisant et s'indigne de nos railleries ».

Sur Ewerbeck, qui avait pris l'initiative de rédiger une brochure, à Marx, le 18.09.46 :

« Ewerbeck aussi, a fourré dans la tête de ces gars les idées les plus folles. Il est maintenant dans une de ces confusions mentales à s'en arracher tous les cheveux : parfois ça frise chez lui la folie et il est incapable de te dire le lendemain ce qu'il a vu la veille de ses propres yeux. Ce qu'il a entendu, alors ! (...) il s'agit maintenant de lui extraire du crâne les quelques mots qu'il s'y est fourrés en suant et peinant et qu'il a ensuite inculqués aux ouvriers avec autant de mal. Car il ne comprend rien s'il ne l'a d'abord appris par cœur, et encore le comprend-il alors la plupart du temps de travers. S'il n'avait pas une immense bonne volonté et s'il n'était pas par ailleurs un garçon si gentil- il ne l'a été autant – on n'arriverait à rien avec lui. Ses réactions m'étonnent toujours ; parfois il fait des remarques pas sottes du tout, tout de suite après dit d'énormes bêtises.(...) Mais je l'ai dit,, un zèle Immense, un remarquable empressement à écouter tout ce qu'on lui propose et un humour indestructible, et une ironie qu'il s'applique à lui-même. En dépit de ses bêtises, j'aime bien ce gars là, plus encore qu'avant. »

Puis le 09.03.47, sur le même sujet:

« (Ewerbeck) affirme l'avoir rédigé dans les premiers mois de son séjour à Paris. Il l'avait rédigé d'enthousiasme ; dans le feu de l'ivresse où l'avaient plongé les nouvelles théories que je lui avais communiquées. Voilà comme sont ces Bougres ! Tout en se gaussant de Hess qui se pare de plumes de paon qui ne lui vont pas et en interdisant aux Straubinger de rapporter à Grün ce que je leur exposais, pour éviter que celui-ci n'en fasse autant, il s'assied à sa table de travail – comme toujours avec la meilleure volonté du monde – et ne fait pas mieux qu'eux. Moses et Grün n'auraient pas plus défigurés les choses que ce charlatan populaire ... pour vérolés. J'ai commencé par me payer un peu sa tête et, pour finir je lui ai interdit de pisser à nouveau de la copie de ce genre. Mais ces gens-là ont ça dans la peau ; (...) (cela) montre cependant l'urgence qu'il y a à faire paraître soit ton livre soit nos manuscrits le plus rapidement possible. Ces gens-là ont tous souci de voir que des idées aussi fameuses restent si longtemps cachées au peuple et finalement, pour se libérer de cette pierre qui pèse sur leur cœur, ils ne trouvent d'autre moyen que de chier eux-mêmes ce qu'ils pensent en avoir passablement digéré. »

Sur Louis Blanc, à Marx le 09.03.47 :

« As-tu vu la Révolution de Louis Blanc Un curieux mélange d'intuitions exactes et de stupidités sans bornes. Je n'ai lu que la moitié du 1^{er} tome à Sarcelles. Ça fait un drôle d'effet*. A peine vous a-t-il surpris par une idée astucieuse, qu'il vous jette à la tête les inepties les plus terribles. Mais L. Blanc a le nez très fin et n'est pas du tout sur une mauvaise voie, malgré toutes ses inepties. Mais il n'ira cependant pas plus loin, «un sortilège l'accable », l'idéologie. »

1.5. La mission de Josef Moll au nom de la Ligue des Justes (janvier 1847)

Après l'échec du coup d'Etat blanquiste de la Société des Saisons à Paris, en 1839, les dirigeants allemands de la **Ligue des Justes** se sont réfugiés à Londres. Ils s'interrogent sur leur stratégie blanquiste et le type d'organisation secrète qui est la leur. Leur devise « Tous les hommes sont frères » témoigne du communisme de tendance religieuse dont ils sont porteurs. L'influence de Weitling est très nette.

Or le 30 mars 1846 éclate un incident violent entre Marx et Weitling lors d'une séance du Comité de Correspondance communiste : Marx accomplit une rupture sans retour avec une forme de communisme évangéliste qu'il analyse désormais comme une entrave au déploiement du communisme scientifique dont il est le garant. Engels est sur le coup envoyé à Paris en août 1846 pour y combattre l'influence de Weitling et de Grün dans les milieux de l'immigration allemande.

Dans « l'affaire Vogt », quelques années plus tard, Marx évoque ses relations avec la Ligue des Justes ». Il écrit « Nous publiâmes en même temps une série de pamphlets (...) où nous soumettions à une critique impitoyable le mélange de socialisme, de communisme franco-anglais et de philosophie allemande qui constituait alors tout le secret de la théorie de la Ligue des Justes, proposant à sa place une connaissance scientifique de la structure économique de la société bourgeoise comme seule base théorique solide, et expliquant enfin sous une forme accessible au peuple qu'il ne s'agissait pas de réaliser un quelconque système utopiste, mais de participer consciemment au processus historique de bouleversement de la société qui se produisait sous nos yeux » (Cité par Mehring, page 168)

En janvier 1847, les dirigeants londoniens délèguent Joseph Moll à Bruxelles pour demander à Marx et Engels d'adhérer formellement à la Ligue. L'occasion est trop belle pour décliner l'invitation, à la condition expresse que la Ligue accomplisse une **double transformation** : 1. cesser d'être une société conspiratrice pour agir ouvertement dans la société, 2. adopter une ligne de pensée conforme aux acquis du matérialisme historique. Ces deux conditions seront honorées lors du congrès de réorganisation en juin 1847 à Londres auquel assistera Engels. La ligue adoptera une devise nouvelle « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

En août 1847, Marx créera à Bruxelles une section de la Ligue et en sera le président.

En novembre 1847, Marx et Engels participent au 2^e congrès de la Ligue qui devient la **Ligue des Communistes** et sont chargés d'en rédiger le nouveau programme : **ce sera le Manifeste.**

1.6. F. Engels, « Le statu quo en Allemagne » (mars-avril 1847)

Cette étude d'Engels ne sera pas publiée, l'éditeur ayant été arrêté. L'objet de ce texte est d'analyser les alliances possibles dans le cadre précis de la Prusse. Engels écarte toute alliance avec les forces agraires féodales et avec la bureaucratie d'Etat. Il écarte non moins une alliance avec la petite bourgeoisie réactionnaire responsable du statu quo en raison du « compromis historique » qu'elle a passé avec la noblesse agraire. La seule attitude possible est de **soutenir la bourgeoisie libérale pour ensuite profiter de la dynamique créée par celle-ci et s'emparer de sa victoire**. La bourgeoisie libérale est ainsi confirmée dans le rôle révolutionnaire que lui reconnaîtra le Manifeste ; le « socialisme vrai » est critiqué pour ne pas comprendre cette configuration de classe propre à la situation prussienne. Engels écrit : « Le petit-bourgeois est conservateur dès que la classe dominante lui fait quelques concessions, le bourgeois est révolutionnaire jusqu'à ce qu'il domine lui-même » (cité par Texier, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, Puf, 1998, page 59). Engels conclut : « Une seule voie est possible. Une classe doit devenir assez forte pour faire dépendre de son ascension celle de toute la nation, du progrès et du développement de ses intérêts, le progrès des intérêts de toutes les autres classes. L'intérêt de cette unique classe doit devenir pour le moment l'intérêt national, cette classe doit devenir pour le moment le représentant de la nation. A partir de ce moment, cette classe et avec elle la majorité de la nation se trouve en contradiction avec le statu quo politique » (Texier, *ibid.* pages 59/60). Engels n'hésite pas à préciser : « la masse des travailleurs n'est pas préparée à assumer la direction des affaires publiques »

1.7. Marx et Engels fondent la Deutsche Arbeiter-Gesellschaft de Bruxelles (août 1847)

L'objet officiel de cette association était strictement éducatif et culturel. On s'y réunissait pour des conférences, des cours de chant, des récitations de poésie. L'important était d'offrir un cadre d'activité légal à la *commune* bruxelloise de la Ligue des Communistes qui venait d'être créée le 05 août et dont Marx était le président. Marx y fera plusieurs conférences, notamment l'une intitulée « **Travail salarié et capital** »

1.8. Prise de contrôle de la « Deutsche Brüsseler Zeitung » (septembre 47)

Ce bihebdomadaire avait été fondé en janvier 1847 par Aldabert von Bornstedt, lequel avait participé trois ans plus tôt à la rédaction du *Vorwärts* à Paris. Fondé avec le soutien de la presse catholique belge, ce journal va devenir l'organe des communistes allemands. A partir de septembre 1847, il publie les comptes rendus des réunions de « L'association ouvrière allemande » créée en août 1847. Le dernier numéro paraîtra le 17.02.1847, rapportant les premières journées révolutionnaires de Paris.

Un ouvrage de référence sur la presse communiste allemande de l'époque : Jacques Grandjonc, « Marx et les communistes allemands à Paris », *Vorwärts*, 1844 », éditions François Maspero, 1974.

Les archives ont prouvé que Bornstedt était un agent des gouvernements prussien et autrichien. Marx ne semble cependant pas s'en être méfié, ou avoir voulu s'en méfier, la prise de contrôle d'un organe de presse lui apparaissant comme une priorité à un moment où la crise financière avait forcé le roi de Prusse à convoquer la Diète, une institution féodale réunissant les diètes provinciales (elle était comparable aux Etats généraux français de 1789). Témoin sa lettre du 8 août 1847 à Georg Herwegh, où il fustige ceux qui font la fine bouche devant la personnalité de Bornstedt³ :

« L'opposition de toutes nuances, au lieu de faire le moindre effort sur le plan littéraire ou financier, a trouvé plus commode de se scandaliser du nom de Bornstedt. Ces gens ne manqueront-ils donc jamais de prétexte pour ne rien faire ? Tantôt l'homme ne vaut rien, tantôt c'est la femme, une autre fois la tendance, le style, le format ou bien encore c'est la diffusion qui ne va pas sans quelque danger, etc., etc. Il faudrait que les alouettes tombent toutes rôties dans la bouche de ces messieurs. Du moment qu'il existe une feuille d'opposition qui échappe à la censure, dont le gouvernement prend fort ombrage, et dont le rédacteur, par la logique même de l'entreprise, se montre enclin à favoriser toute initiative progressiste, ne faudrait-il pas avant tout exploiter cette occasion et, si l'on trouve que la feuille a des lacunes, faire en sorte de les combler ! Mais non, nos Allemands ont toujours mille bonnes raisons in petto pour expliquer pourquoi il faut laisser passer l'occasion sans la saisir. Une occasion de faire quelque chose ne fait que les mettre dans l'embaras ».

³ Correspondance, Editions sociales, tome 1, page 479-480

1.9. K. Marx « Le communisme du Rheinische Beobachter » (12.09.1847)

Cet article de Marx a paru le 12 septembre 1847 dans le « Deutsche Büsseler Zeitung ». Le « Rheinische Beobachter » était un journal gouvernemental qui préconisait au nom d'une sorte de christianisme social une alliance du peuple et de la royauté contre la bourgeoisie libérale. Marx y défend le point de vue **que l'initiative doit être prise d'abord par la bourgeoisie libérale pour créer les conditions d'une relance du combat du prolétariat contre elle.**

On trouve ici les premières formulations d'une stratégie à **double détente** qui constituera une référence importante dans l'histoire des alliances politiques du mouvement ouvrier.

Marx mentionnera cet article en 1865, dans sa déclaration, cosignée par Engels et datée du 23.02.65, à la rédaction du Social-Demokrat, déclaration par laquelle il rompt avec l'organe de presse lassallien dirigé par JB von Schweitzer. : « Nous sommes prêts à contresigner chaque mot de notre déclaration d'alors », écrit-il en 1865.

Nous citons dans la traduction de Maximilien Rubel, aux pages 729-743 du Tome III des Œuvres, collection La Pléiade

LE COMMUNISME DU « RHEINISCHER BEOBACHTER » [Deutsche-Brüsseler-Zeitung, 12 septembre 1847.]

Bruxelles, 5 septembre. –

Dans le numéro 70 du présent journal, un article du *Rh. Beobachter* est introduit par ces mots : « Le Rh. Beobachter prêche, dans son numéro 206, le communisme comme suit. »

Que ce soit là une remarque ironique ou non, les communistes ne sauraient admettre sans protester que le Rh. Beobachter puisse prêcher le « communisme », et ils doivent surtout protester contre l'affirmation selon laquelle l'article communiqué dans le numéro 70 de la DB-Z serait communiste.

Si une certaine fraction des socialistes allemands a tempêté sans discontinuer contre la bourgeoisie libérale, et cela d'une façon qui a avantagé seulement les gouvernements allemands; si, maintenant, s'appuyant sur les phrases de ces gens, des journaux gouvernementaux tels que le Rh. Beobachter prétendent que ce n'est pas la bourgeoisie libérale mais le gouvernement qui représente les intérêts du prolétariat, les communistes déclarent n'avoir rien en commun ni avec les premiers, ni avec les derniers.

On voit bien que Marx ne tarde pas à faire des mises au point : à la fois sur l'appellation « communiste », à l'époque fort vague, et sur laquelle, maintenant que les clarifications théoriques de *L'Idéologie allemande* sont accomplies, il entend bien exercer désormais un droit de surveillance, et sur la question de l'alliance avec la bourgeoisie libérale.

On a voulu, certes, rendre les communistes responsables de tout cela; on leur a prêté le dessein de s'allier avec le gouvernement.

Cette accusation est ridicule. Le gouvernement ne peut pas s'allier aux communistes, les communistes ne peuvent pas s'allier au gouvernement, pour la simple raison que les communistes sont, de tous les partis révolutionnaires de l'Allemagne, **le parti le plus révolutionnaire (1)**, et parce que le gouvernement sait cela mieux que quiconque.

Imagine-t-on que les communistes puissent s'allier à un gouvernement qui les a déclarés coupables de haute trahison et qu'il traite comme tels ?

Imagine-t-on que le gouvernement puisse propager dans ses organes des principes qui sont considérés en France comme anarchiques, incendiaires, dissolvants pour toutes les institutions sociales, et auxquels ce même gouvernement ne cesse d'attribuer précisément les mêmes qualificatifs ?

C'est absurde.

Marx se livre ensuite, comme à son habitude, à une critique de style de son adversaire, tournant en ridicule les lourdeurs et les approximations syntaxiques.

(...)

Est-il possible que les communistes soient tombés si bas que l'on puisse leur attribuer la paternité de pareilles phrases, de pareilles transitions, de pareilles questions qui surgissent et disparaissent avec légèreté, de pareils « seulement », « car » et « néanmoins », et surtout la formule « mais tout autant extrêmement » ?

(...)

Puis il vient à l'argument principal, à savoir aux rapports entre la bourgeoisie et le prolétariat dans leur opposition au gouvernement royal, le journal accusant la bourgeoisie de se servir du peuple comme « chair à canon » pour s'emparer du pouvoir.

Le peuple ou, pour substituer à cette expression diffuse et incertaine un terme précis, le prolétariat, raisonne tout à fait autrement qu'on ne se l'imagine au ministère des cultes. Le prolétariat ne demande pas si le bien du peuple est pour les bourgeois chose secondaire ou chose principale, s'ils veulent ou ne veulent pas se servir des prolétaires comme chair à canon. Le prolétariat ne demande pas ce que les bourgeois veulent seulement, mais ce à quoi ils sont contraints. Il demande si l'état présente des choses politiques, le règne de la bureaucratie, lui offrira plus de moyens d'atteindre ses propres fins que l'état de choses auquel aspirent les libéraux : le règne de la bourgeoisie. Il lui suffit, pour cela, de comparer la position politique du prolétariat en Angleterre, en France et en Amérique avec celle du prolétariat en Allemagne, pour constater que **le règne de la bourgeoisie non seulement entre les mains du prolétariat des armes entièrement nouvelles pour le combat contre la bourgeoisie, mais lui procure aussi une position tout autre, une position de parti reconnu (2).**

Or, M. le conseiller consistorial croit-il que le prolétariat, qui se rallie de plus en plus au parti communiste, que ce prolétariat ne saura pas utiliser la liberté de la presse, la liberté de l'association ? Qu'il aille donc lire les journaux ouvriers, anglais et français ! Qu'il aille donc assister une fois à un seul meeting des chartistes.

Cependant, au ministère des cultes où l'on rédige le Rh. Beobachter, on se fait des idées étranges sur le prolétariat. On pense avoir affaire à des paysans poméraniens ou à des portefaix berlinois. On croit avoir atteint les limites extrêmes de la profondeur d'esprit, quand on promet au peuple, non plus *panem et circenses*, mais *panem et religionem*, pain et religion au lieu de pain et jeux. On se figure un prolétariat qui souhaiterait qu'on vînt l'assister, on ne pense pas au fait qu'il n'attend de l'aide de personne, sauf de lui-même. On ne soupçonne pas que le prolétariat soit capable de sonder tout autant le tréfonds des discours de messieurs les conseillers consistoriaux sur le « bien du peuple » et la mauvaise situation sociale que les discours semblables des bourgeois libéraux.

Se place ici un commentaire sur l'impact d'un impôt sur le revenu auquel les représentants de la bourgeoisie à la diète réunie le 11 avril 1847 se sont opposés, comme à l'établissement d'une banque agricole⁴. Marx commente la stratégie d'opposition de la bourgeoisie qui est dans son rôle. Le prolétariat (ni d'ailleurs la paysannerie) n'est pas concerné dans ses intérêts propres par ce « jeu parlementaire ». Sur l'impact social d'un impôt sur le revenu, Marx commente :

Ou bien le conseiller consistorial veut se moquer de son public et dire simplement : l'impôt sur le revenu supprime la misère illimitée pour lui substituer la misère limitée, et d'autres mauvaises plaisanteries berlinoises du même genre, ou bien il est l'ignorant le plus grand et le plus effronté qui soit en matière d'économie politique. Il ne sait pas qu'en Angleterre, l'impôt sur le revenu existe depuis sept années, et qu'il n'a transformé aucune condition sociale, pas l'épaisseur d'un cheveu de la misère illimitée. Il ne sait pas que là où, en Prusse, existe la misère la plus illimitée, dans les villages de tisserands de Silésie et de Ravensberg, chez les petits paysans silésiens et posnaniens, mosellans et vistulois, que c'est précisément là qu'existe l'impôt de classe, autrement dit l'impôt sur le revenu.

⁴ Frédéric-Guillaume IV avait été obligé de réunir la Diète pour obtenir des crédits que les députés bourgeois lui ont refusés. L'Assemblée sera dissoute en juin 1847.

Le journal gouvernemental fait appel aux valeurs chrétiennes pour résoudre la question sociale : « Si seulement ceux qui y sont appelés développent les principes sociaux du christianisme, les communistes auront tôt fait de se taire. ». Marx réplique :

Les principes sociaux du christianisme ont eu maintenant dix-huit siècles pour se développer, et ils n'ont pas besoin d'un nouveau développement par des conseillers consistoriaux.

Les principes sociaux du christianisme ont justifié l'esclavage antique, magnifié le servage médiéval, et ils s'entendent également, en cas de besoin, à plaider l'oppression du prolétariat, fût-ce en ayant l'air quelque peu contrit.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d'une classe dominante et d'une classe opprimée, et ils n'ont pour celle-ci que le vœu pieux que la première veuille bien se montrer charitable

Les principes sociaux du christianisme placent dans le ciel la compensation, consistoriale de toutes les infamies et justifient de la sorte la permanence de ces infamies sur notre terre.

Les principes sociaux du christianisme considèrent toutes les vilenies des oppresseurs envers les opprimés soit comme le juste châtiment du péché originel et des autres péchés, soit comme des épreuves que le Seigneur, dans son infinie sagesse, inflige aux hommes délivrés du péché.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'abaissement, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille, et le prolétariat, qui refuse de se laisser traiter en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance beaucoup plus encore que de son pain.

Les principes sociaux du christianisme sont fourbes, et le prolétariat est révolutionnaire.

Conclusion de l'article

À ces messieurs qui voudraient sauver la royauté prussienne, apeurée par un saut périlleux dans le peuple, nous ne ferons que quelques remarques bienveillantes.

De tous les éléments politiques, le peuple est le plus dangereux pour un roi. Pas le peuple dont parle Frédéric-Guillaume, pas celui qui, les larmes aux yeux, dit merci pour avoir reçu un coup de pied et un silbergros; ce peuple-là n'est absolument pas dangereux, car il n'existe que dans l'imagination du roi. Mais le peuple réel, les prolétaires, les petits paysans et la plèbe, c'est, comme dit Hobbes, puer robustus sed malitiosus, un enfant robuste mais malicieux, et il ne se laisse mener en bateau ni par des rois maigres, ni par des rois pansus.

Ce peuple-là arracherait à Sa Majesté, avant toute chose, une constitution en même temps que le suffrage universel, la liberté d'association, la liberté de la presse et autres choses désagréables.

Et une fois en possession de tout cela, il l'utiliserait à seule fin d'expliquer aussi vite que possible ce qu'est la puissance, la dignité et la poésie de la royauté.

Le digne détenteur actuel de cette royauté pourrait alors s'estimer heureux si le peuple l'embauchait comme déclamateur public auprès de l'association des ouvriers berlinois, avec une liste civile de 250 thalers et un grand verre de bière blanche par jour.

Si messieurs les conseillers consistoriaux, qui président aujourd'hui aux destinées de la monarchie prussienne et du Rh. Beobachter, devaient avoir des doutes à ce sujet, ils n'auraient qu'à jeter un coup d'oeil sur l'histoire. L'histoire fait aux rois qui en appellent à leur peuple des horoscopes bien différents.

Charles Ier d'Angleterre en appela, lui aussi, à Son peuple, par-dessus ses ordres. Il appela son peuple aux armes contre le parlement. Mais le peuple se déclara contre le roi, chassa du parlement tous les membres qui ne représentaient pas le peuple et finit par faire décapiter le roi par le parlement devenu le représentant réel du peuple. Ainsi se termina l'appel de Charles Ier à son peuple. Cela s'est produit le 30 janvier 1649 et son jubilé de deux cents ans sera célébré en 1849.

Louis XVI de France en appela, lui aussi, à Son peuple. Pendant trois ans, il fit sans cesse appel à une partie du peuple au nom de l'autre partie; il chercha Son peuple, le vrai peuple, le peuple brûlant d'enthousiasme pour Lui, et ne le trouva nulle part. Finalement, il le trouva dans le camp de Coblenz, derrière les rangs de l'armée des Prussiens et des Autrichiens. « C'en est trop », se dit son peuple en France. Le 10 août 1792, il enferma l'appelant au

Temple, et convoqua la Convention nationale qui le représentait sous tous les rapports.

Cette Convention se déclara compétente pour juger de l'appel de l'ex-roi et, après quelques délibérations, elle envoya l'appelant sur la place de la Révolution où il fut guillotiné le 21 janvier 1793.

Voilà ce qui arrive quand les rois *font appel à Leurs peuples*. Quant à savoir ce qui arrive quand des conseillers consistoriaux veulent instaurer une monarchie démocratique, il nous faut encore patienter.

(1) le parti le plus révolutionnaire : en parlant de parti, Marx force quelque peu la réalité des choses. En vérité il a bien en tête ce type d'organisation qui s'appuie à cette date sur un organe de presse (La « Deutsche Brüsseler Zeitung ») et sur une structure internationale (le Comité de correspondance communiste). Ne manquera bientôt plus que le leadership au sein de la Ligue des Justes pour se transformer en Ligue des communistes.

(2) Le règne de la bourgeoisie non seulement met entre les mains du prolétariat des armes entièrement nouvelles pour le combat contre la bourgeoisie, mais lui procure aussi une position tout autre, une position de parti reconnu : voilà définie une « ligne » politique dont Marx et Engels ne vont pas s'écarter en 1848. Ils sont persuadés que c'est à la bourgeoisie libérale de jouer d'abord son rôle historique, libérant ainsi les conditions d'un dépassement prolétarien de la révolution bourgeoise. 18 ans plus tard, dans une déclaration du 23.02.1865, Marx et Engels adopteront la même attitude pour critiquer le parti lassallien dans sa tentative de s'allier à Bismarck contre la bourgeoisie libérale (déclaration du 23.02.1865, voir O.III, page 1651)

1.10. K. Marx : La critique moralisante et la morale critique. Contribution à l'histoire de la civilisation allemande. Contre Karl Heinzen (oct-nov 1847)

Qui est **Karl Heinzen** (1809-1880) ?

Après des études de médecine qu'il doit abandonner en raison de ses activités politiques, il travaille dans l'administration. Il publie en 1844 une étude consacrée à la bureaucratie prussienne, ce qui lui vaut l'exil en Suisse... Il a été le collaborateur de Marx à La Rheinische Zeitung. Après avoir participé en 1848 au soulèvement de Bade, il émigre vers les Etats-Unis.

La polémique contre Heinzen avait été lancée par Engels le 3 et le 7 octobre 1847 dans les colonnes de la Deutsche-Brüsseler-Zeitung par un article intitulé « Les communistes et Karl Heinzen », article dans lequel Engels est amené à donner cette importante précision sur la définition du communisme comme mouvement dans le réel.

« M. Heinzen s'imagine que le communisme est une certaine *doctrine* qui prend pour point de départ un principe théorique déterminé comme son *noyau*, et en tire d'autres conséquences. M. Heinzen se trompe lourdement. Le communisme n'est pas une doctrine, mais un *mouvement* ; il ne part pas de principes, mais de *faits*. Les communistes n'ont pas la source de leurs thèses dans la philosophie, mais dans toute l'histoire passée et surtout dans les résultats présents, qui sont atteints dans les pays civilisés. Le communisme est issu de la grande industrie et de ses conséquences, de la formation du marché mondial, de la concurrence effrénée qui en a résulté, des crises commerciales toujours plus violentes et universelles, qui, dès maintenant, sont devenues des crises mondiales complètes, de la création du prolétariat et de la concentration du capital, des luttes de classes qui en sont issues entre le prolétariat et la bourgeoisie. Pour autant qu'il est théorique, le communisme est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et la synthèse théorique des conditions de la libération du prolétariat » (Engels, article contre Heinzen dans la Deutsche-Brüsseler-Zeitung en 1847⁵).

Cette précision doit bien sûr être rapprochée de cette autre formulation sur le même thème dans *L'Idéologie allemande* :

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes (Editions Sociales, page 64)

Au nom d'un principe d'ouverture à « toute opinion hostile à l'état des choses en Allemagne », selon les termes de Marx, le journal avait accepté de publier le 21 octobre 1847 la réplique d'Heinzen sous le titre « Un représentant des communistes ». Engels y était durement visé. Dans sa lettre à Marx du 25.10.1847⁶, il écrit :

« Ah mon Dieu, voilà que j'ai failli oublier complètement l'avalanche de boue que le grand Heinzen a lancé contre moi du haut des Alpes. C'est une vraie chance que tout se suive dans le même numéro, personne ne réussira à lire jusqu'au bout, j'ai dû moi-même m'arrêter plusieurs fois. Quel pauvre type ! Si j'ai jamais prétendu qu'il ne savait pas écrire, je dois maintenant ajouter qu'il ne sait pas non plus lire et qu'il ne semble pas très calé non plus dans l'emploi des quatre règles de l'arithmétique. (...) J'espère que tu vas remettre comme il faut à sa place ce butor imbécile et grossier. Une réponse brève sera excellente. Pour ma part, je ne pourrais absolument pas répondre à une telle attaque, j'en serais totalement incapable - à moins d'aller le gifler. » (Correspondance, tome 1 ; page 199/500).

⁵ Cité par Rubel, O III, page 727

⁶ Engels est à Paris et il rend compte à Marx de ses visites à Louis Blanc (« Vous pouvez regarder Marx comme le chef de notre part (de la fraction la plus avancée de la démocratie allemande, que je représentais vis-à-vis de lui) et son livre contre M. Proudhon comme notre programme », lui déclare-t-il ainsi qu'à Ferdinand Flocon, futur membre du gouvernement provisoire.

C'est donc Marx qui se chargera de la réplique dans un long article intitulé « La critique moralisante et la morale critique. Contribution à l'histoire culturelle allemande. Contre Karl Heinzen ».

Il n'existe pas de traduction française de l'article de Heinzen. Le lecteur est donc contraint de reconstituer son argumentation à partir de ce qu'en dit Marx.

Heinzen était un républicain radical, auteur d'une propagande insurrectionnelle contre la royauté. Il avait soutenu la thèse que le malheur du peuple était dû à l'action du roi plutôt qu'à l'égoïsme des bourgeois. La royauté était selon lui le résultat d'une déchéance morale du peuple ; il fallait donc un sursaut de type **moral** pour s'en libérer. Il affirmait surtout la primauté du pouvoir politique sur le pouvoir économique et la primauté sur la question sociale de la question des formes de pouvoir : royauté ou république. **Ce sont ces deux thèses qui vont faire l'objet d'une impeccable réplique de la part de Marx.**

L'article de Marx se compose de **cinq parties**. Il est précédé par une longue citation de l'article d'Engels qui est au départ de la controverse :

Quelle est la tâche de la presse d'un parti ? Avant tout : discuter. Elle doit justifier, développer, défendre les revendications du parti, rejeter et réfuter les prétentions et thèses du parti adverse. Quelle est la tâche de la presse démocratique allemande ? Elle doit démontrer la nécessité de la démocratie face à l'indignité du gouvernement existant qui représente plus ou moins la noblesse, face à l'insuffisance du système constitutionnel qui assure le règne de la bourgeoisie, et face à l'impossibilité où se trouve le peuple de se libérer, aussi longtemps qu'il ne possède pas le pouvoir politique. Elle doit révéler l'oppression des prolétaires, des paysans pauvres et des petits bourgeois — car c'est eux qui constituent, en Allemagne, le « peuple » — par la bureaucratie, les nobles, la bourgeoisie ; expliquer les causes de l'oppression non seulement politique mais avant tout sociale, et indiquer les moyens d'y mettre fin. Elle doit démontrer que la conquête du pouvoir par les prolétaires, les petits paysans et les petits bourgeois est la première condition de la mise en œuvre de ces moyens. Il lui faut en outre examiner la question de savoir si l'on peut compter sur la réalisation prochaine de la démocratie, de quels moyens le parti dispose et à quels autres partis il devrait s'associer tant qu'il est trop faible pour agir seul. — Eh bien, M. Heinzen a-t-il rempli ne fût-ce qu'une de ces tâches ? Pas du tout ! Il ne s'est pas donné cette peine. Il n'a rien expliqué au peuple, autrement dit aux prolétaires, aux petits paysans et aux petits bourgeois. Il n'a jamais analysé la position des classes et des partis. Il n'a fait que jouer les variations sur le thème : cognez, cognez, cognez, dans le tas ! (Friedrich Engels, « Les Communistes et Karl Heinzen », Deutsche-Brüsseler-Zeitung, 3 octobre 1847.)

Comme il le fait souvent, Marx débute par des considérations de formes, relevant la grossièreté du propos de Heinzen. Il invoque à cet effet un style littéraire du 16e siècle nommé le style « grobianish » dont il attribue les traits de vulgarité à son interlocuteur.

Comme à son habitude, non moins, Marx a le souci de marquer un avantage en relevant les lacunes dans les références philosophiques (à Hegel, en l'occurrence) de son adversaire.

Puis il vient au premier argument de Heinzen qui affirme: « la force domine aussi la propriété », signifiant par là que le principal responsable de l'iniquité sociale, c'est le pouvoir d'Etat auquel la bourgeoisie elle-même doit se soumettre. Marx ne manque pas l'occasion d'une mise au point sur **l'articulation entre les deux types de pouvoir, politique et économique**. Et d'abord il rappelle l'affirmation de Heinzen :

« Ce n'est pas ma faute si M. Engels et d'autres communistes sont trop aveugles pour admettre que la force domine aussi la propriété et que l'injustice dans les rapports de propriété n'est maintenue que par la force. — Fou et lâche, voilà comment j'appelle quiconque se fait l'ennemi du bourgeois à cause qu'il fait métier et profit d'argent, et laisse en paix un roi à cause qu'il fait métier et profit de la force. » (Le Manifeste de Heinzen, n° 84 de la Deutsche-Brüsseler-Zeitung.)

« La force domine aussi la propriété ! »

La propriété est, en tout cas, elle aussi, un genre de pouvoir. Les économistes appellent le capital, par exemple, « le pouvoir sur le travail étranger ».

Nous nous trouvons donc en présence de deux genres de pouvoir : d'une part le pouvoir de la propriété, c'est-à-dire des propriétaires, et d'autre part le pouvoir politique, la puissance de l'État. Dire que « la force domine aussi la propriété », c'est dire que la propriété n'a pas en mains la puissance politique et que celle-ci, au contraire, ne cesse de la vexer, disons par des impôts arbitraires, des confiscations, des privilèges, l'intrusion gênante de la bureaucratie dans l'industrie, le commerce, etc.

En d'autres termes : la bourgeoisie en tant que classe n'est pas encore politiquement constituée. Le pouvoir d'État n'est pas encore son pouvoir à elle. Dans les pays où la bourgeoisie a déjà conquis la puissance politique et où la domination politique n'est autre chose que la domination, non pas du bourgeois individuel sur ses ouvriers, mais de la classe des bourgeois sur l'ensemble de la société, la phrase de M. Heinzen a perdu son sens. Ceux qui n'ont pas de propriété ne sont, naturellement, pas touchés par la domination politique, pour autant qu'elle se rapporte directement à la propriété.

Alors que M. Heinzen croyait donc formuler une vérité aussi éternelle qu'originale, il n'a formulé que l'évidence suivante : il faut que la bourgeoisie allemande conquière la puissance politique. Par conséquent, il dit ce que dit Engels, mais il le dit sans le savoir, croyant tout bonnement qu'il dit le contraire. Il ne fait qu'énoncer pathétiquement, comme une vérité éternelle, un rapport temporaire de la bourgeoisie allemande au pouvoir d'État allemand, et il montre ainsi comment, d'un « mouvement », on fait un « noyau solide ».

« L'injustice dans les rapports de propriété, poursuit M. Heinzen, n'est maintenue que par la force. »

Ou bien M. Heinzen entend ici, par « l'injustice dans les rapports de propriété », la pression dont on a parlé, et que la bourgeoisie allemande subit encore, jusque dans ses intérêts « les plus sacrés », de la part de la monarchie absolue : et il ne fait alors que répéter les propos formulés à l'instant même; ou bien, par « l'injustice dans les rapports de propriété », il entend la condition économique des travailleurs, et alors le sens de sa révélation est le suivant :

À l'heure présente, les rapports *bourgeois* de propriété sont « maintenus » par le pouvoir d'État que la bourgeoisie a organisé pour la défense de ses rapports de propriété. Les prolétaires doivent, par conséquent, renverser la puissance politique partout où elle est déjà aux mains de la bourgeoisie. Il faut qu'ils deviennent eux-mêmes la puissance, et d'abord la puissance révolutionnaire. Une fois de plus, M. Heinzen dit inconsciemment ce qu'Engels dit, mais toujours dans la sincère conviction de dire le contraire. Ce qu'il dit, il ne le pense pas, et ce qu'il pense, il ne le dit pas.

Au demeurant, si la bourgeoisie « maintient » politiquement, c'est-à-dire par son pouvoir d'État, « l'injustice dans les rapports de propriété », ce n'est pas elle qui la crée. L'« injustice dans les rapports de propriété », telle qu'elle résulte de la moderne division du travail, de la forme moderne de l'échange, de la concurrence, de la concentration, etc., n'est nullement une conséquence de la domination politique de la classe bourgeoise ; c'est, **au contraire (1)**, la domination politique de la classe bourgeoise qui est une conséquence de ces rapports de production modernes, proclamés lois nécessaires, éternelles, par les économistes bourgeois. Si donc le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie, son triomphe ne sera que passager, ne sera qu'un facteur au service de la *révolution bourgeoise* elle-même, tout comme en l'an 1794, tant que, dans le cours de l'histoire, dans son « mouvement », ne sont pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production bourgeois et, par conséquent, la chute définitive de la domination politique bourgeoise. C'est pourquoi le régime de la Terreur ne devait servir en France qu'à faire disparaître comme par enchantement, sous ses puissants coups de marteau, les ruines féodales du sol français. Timorée et conciliante comme elle l'est, la bourgeoisie ne fût pas venue à bout de cette besogne même en plusieurs décennies. Par conséquent, l'action sanglante du peuple n'a fait que lui préparer les voies. De même, la chute de la monarchie absolue ne serait que momentanée, si les conditions économiques voulues pour la domination de la classe des bourgeois n'étaient pas

encore parvenues à maturité. Les hommes se construisent un monde nouveau, non pas au moyen de « biens terrestres », comme le croit la superstition grossière, mais grâce aux conquêtes historiques faites par leur monde, qui est en train de sombrer. Au cours de leur évolution, ils doivent d'abord *produire* eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ou de la volonté ne peut les libérer de cette destinée.

(...)

Marx en profite pour donner au passage une brève leçon de matérialisme historique, montrant que la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie résulte de sa préalable hégémonie dans la réalité économique :

Comment le « trafic d'argent » se change en « trafic de pouvoir », comment la « propriété » se change en « domination politique », donc comment, au lieu de la distinction fixe que M. Heinen sanctionne comme un *dogme*, les relations des deux pouvoirs s'établissent jusqu'à leur confusion, de tout cela il peut se convaincre rapidement : il n'a qu'à voir comment les serfs ont *acheté* leur liberté, comment les communes ont *acheté* leurs droits municipaux, comment les bourgeois ont, d'une part, par le commerce et l'industrie, subtilisé l'argent de la poche des seigneurs féodaux et fait se volatiliser en lettres de change leurs biens fonciers; et, d'autre part, ont aidé la monarchie absolue à triompher des grands féodaux minés de la sorte, et lui ont *racheté* des privilèges ; comment ils ont, par la suite, exploité même les crises financières de la monarchie absolue, etc. ; comment les monarchies les plus absolues sont tombées sous la dépendance des barons de la Bourse à cause du système des dettes publiques, produit de l'industrie moderne et du commerce moderne; comment, dans les relations internationales des peuples, le monopole industriel se change directement en domination politique : ainsi, par exemple, les princes de la Sainte-Alliance ne furent dans la « guerre de libération allemande » que les lansquenets à la solde de l'Angleterre, etc.

Cependant, en fixant des différences telles que celle du *trafic d'argent* et du *trafic de pouvoir* comme des vérités éternelles et des *dogmes* inébranlables, dont il connaît « évidemment » tous les arcanes, le *grobianismus* présomptueux du « bon sens » se procure l'état rêvé pour déverser son indignation morale sur l'« aveuglement », la « bêtise » ou la « méchanceté » des adversaires de ces articles de foi —, jouissance bien personnelle qui, dans ses bruyantes exhortations, doit en même temps fournir la bouillie rhétorique où nagent, tel des os, quelques piètres vérités.

Il sera donné à M. Heinen de voir que la puissance de la propriété peut aboutir, même en Prusse, au *mariage forcé* avec le pouvoir politique.

Deuxième argument de Heinen : il consiste à proclamer la primauté de la question des formes de pouvoir. Il faut à ses yeux se débarrasser en priorité de la royauté en ce qu'elle est un signe de dégénérescence morale des peuples qui s'en accommodent.

Écoutons-le encore :

« Vous voulez mettre l'accent de l'époque sur les questions *sociales*, et vous ne vous rendez pas compte qu'il n'est pas de *question sociale plus importante* que le dilemme : *royauté* ou *république*. » (*Le Manifeste de Heinen, op. cit.*)

(...)

Les relations *politiques* des hommes sont naturellement aussi des relations *sociales*, comme tous les rapports où des hommes côtoient d'autres hommes. C'est pourquoi toutes les questions qui ont trait aux relations des hommes entre eux sont aussi des questions sociales.

Grâce à cette évidence, qui convient à un catéchisme pour enfants de huit ans, la naïveté grossière, *grobianisch*, s'imagine non seulement avoir dit quelque chose, mais avoir jeté un poids dans la balance des antagonismes modernes.

Il se trouve par hasard que les « questions sociales » que l'on a « traitées à notre époque » augmentent d'importance à mesure que nous sortons du domaine de la monarchie absolue. Le socialisme ou communisme est parti non pas de l'Allemagne, mais de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique du Nord.

La première apparition d'un parti communiste vraiment agissant se situe au sein de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle se trouve écartée. Les *républicains* les plus conséquents, les « niveleurs » en Angleterre, Babeuf, Buonarrotti, etc., en France, sont les premiers à avoir proclamé ces « questions sociales ». La « Conspiration de Babeuf », écrite par son ami et compagnon de parti Buonarrotti, montre comment ces républicains ont puisé dans le « mouvement » historique la conviction qu'en éliminant la question sociale : *royauté* ou *république*, pas une seule « question sociale » au sens du prolétariat ne se trouvait résolue.

La *question de la propriété*, telle qu'elle a été posée à « notre époque », est parfaitement méconnaissable dans la forme que lui a prêtée Heineken, ne serait-ce qu'à titre de question : « s'il est *Juste* qu'un tel *possède* tout et l'autre rien, ou qu'en général l'individu *ait le droit* de posséder quelque chose », et d'autres niaiseries, questions de conscience et phraséologie juridique. La question de la propriété se présente très différemment selon les divers degrés d'évolution de l'industrie en général et les degrés particuliers d'évolution de celle-ci dans les différents pays.

Pour le paysan de *Galice*, par exemple, la question de la propriété se réduit à la transformation de la propriété foncière féodale en petite propriété bourgeoise. Elle a pour lui le même sens qu'elle avait pour le paysan *français* avant 1789, tandis que le journalier agricole *anglais* n'a aucune sorte de relation avec le propriétaire foncier. Il n'a de relation qu'avec le fermier, autrement dit le capitaliste industriel qui pratique l'agriculture mécaniquement. De son côté, au contraire, ce capitaliste industriel, qui verse une rente au propriétaire foncier, se trouve directement en rapport avec ce dernier. Abolir la propriété foncière, c'est donc la plus importante question relative à la propriété telle qu'elle existe pour la bourgeoisie industrielle anglaise, et sa lutte contre les lois sur les céréales n'a pas d'autre signification. En revanche, la question de la propriété au sens du journalier agricole anglais comme du travailleur de fabrique anglais, c'est l'abolition du capital.

Dans la Révolution française comme dans la Révolution anglaise, voici comment le problème de la propriété s'est présenté : il s'agissait d'imposer la libre concurrence et d'abolir tous les rapports de propriété féodaux, tels que seigneurie, jurandes, monopoles, etc., devenus entraves pour l'industrie qui s'était développée du XVI^e au XVIII^e siècle.

À « notre époque » enfin, la question de la propriété signifie qu'il s'agit de faire disparaître les antagonismes issus de la grande industrie, de l'extension du marché mondial et de la libre concurrence. La question de la propriété fut toujours, selon les différents degrés d'évolution de l'industrie, la question vitale d'une classe déterminée. Au XVII^e et XVIII^e siècles, où il s'agissait de supprimer les rapports de propriété *féodaux*, la question de la propriété fut la question vitale de la classe *bourgeoise*. Au XIX^e siècle, où il s'agit de supprimer les rapports de propriété *bourgeois*, la question de la propriété est une question vitale pour la *classe ouvrière*.

La question de la propriété qui, à « notre époque », est une question de portée historique, n'a donc de sens que dans la *société bourgeoise moderne*. Plus cette société est développée, donc plus la bourgeoisie s'est développée économiquement dans un pays, et, par conséquent, plus le pouvoir de l'État a pris une expression bourgeoise, plus la question *sociale* prend un aspect aigu, en France plus aigu qu'en Allemagne, en Angleterre plus aigu qu'en France, dans la monarchie constitutionnelle plus aigu que dans la monarchie absolue, dans la république plus aigu que dans la monarchie constitutionnelle. C'est ainsi, par exemple, que les collisions résultant du système de crédit, de la spéculation, etc., ne sont nulle part plus aiguës qu'en Amérique du Nord. Aussi l'inégalité *sociale* ne se manifeste nulle part avec plus de brutalité que dans les États de l'Est de l'Amérique du Nord, parce que nulle part elle n'est moins fardée d'inégalité politique. Si le paupérisme ne s'y est pas encore autant développé qu'en Angleterre, cela tient à des conditions économiques qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici en détail. En attendant, le paupérisme fait les progrès les plus réjouissants.

(...)⁷

Tout comme en Angleterre les ouvriers constituent un parti politique sous le nom de *chartistes*, ils constituent en Amérique du Nord un parti politique sous le nom de *réformateurs nationaux* : leur cri de guerre n'est nullement « monarchie ou république », mais « domination de la classe ouvrière ou domination de la classe bourgeoise ».

C'est précisément dans la société bourgeoise moderne, avec ses formes politiques correspondantes — État représentatif constitutionnel ou républicain — que « la question de la propriété » est devenue la « question sociale » la plus importante : voilà pourquoi le bourgeois *allemand* ressent absolument le besoin borné d'y mêler sa voix, en prétendant que la question de la *monarchie* est la « question *sociale* » la plus importante « du temps présent ».

(...)

Quatrième partie de l'article : Marx stigmatise **la dimension strictement morale** de l'opposition de Heinzen à la royauté. Il ironise sur la naïveté avec laquelle Heinzen appréhende l'origine du pouvoir royal.

(...)

Et avant tout : qui a fait les *princes* et la *monarchie* ?

Fut un temps où le peuple dut placer au sommet les personnalités les plus éminentes, eu égard aux affaires générales. Par la suite, ce poste se transmet héréditairement dans les familles, etc. Et finalement, la bêtise et l'infamie des hommes ont, des siècles durant, toléré cet abus.

Si l'on convoquait un congrès de tous les discoureurs d'estaminet, gens du cru, ils ne pourraient faire d'autre réponse. Et si l'on feuilletait tous les ouvrages de M. Heinzen, ils ne feraient pas d'autre réponse.

Le robuste « bon sens » croit expliquer la *monarchie* en s'en déclarant *l'adversaire*. Mais la difficulté consisterait, pour cet esprit normal, à montrer comment est né l'adversaire du bon sens et de la dignité morale des hommes, et comment il a pu traîner, pendant des siècles, son existence étrangement tenace. Rien de plus simple. Des siècles entiers étaient privés du bon sens et de la dignité morale. En d'autres termes, l'esprit et la morale de plusieurs siècles correspondaient à la monarchie au lieu de s'y opposer. Et c'est précisément cet esprit et cette morale de siècles passés que le « bon sens⁸ » d'aujourd'hui ne comprend pas. Il ne comprend pas cet esprit, mais, en revanche, il le *méprise*. Quittant l'histoire, il se réfugie dans la morale, et le voilà qui donne toute la grosse artillerie de son indignation morale.

De la même façon que le « bon sens » politique s'explique ici à lui-même la genèse et la persistance de la monarchie comme l'œuvre de la déraison, le « bon sens » religieux explique l'hérésie et l'incroyance comme des œuvres du diable. De la même manière le « bon sens » irrégulier explique la religion comme l'œuvre de ces diables, les prêtres.

Or, une fois que M. Heinzen a expliqué *l'origine* de la monarchie au moyen de lieux communs moraux, il en résulte tout *naturellement* le « lien de la monarchie avec les conditions sociales ». Écoutez plutôt :

« Un seul homme s'approprie l'État, sacrifie plus ou moins, tant matériellement que moralement, tout un peuple à sa personne et à sa faction ; établit chez ce peuple des degrés d'avilissement, le répartit, en maigres et en gras, en divers *ordres*, et c'est, au fond, par amour de sa seule personne qu'il *fait officiel-*

⁷ Marx place ici un développement sur la manière dont la bourgeoisie nord-américaine débat de la nature de classe du jeune État qui est le sien.

⁸ Les allusions constantes de Marx au bon sens rappellent la remarque de Heinzen qui déclare son ignorance en matière de philosophie et son souhait de faire appel au seul « bon sens ».

lement de chaque membre de la société politique *l'ennemi de l'autre*. » (*Le Manifeste de Heinzen, l. c.*)

M. Heinzen aperçoit les princes au sommet de l'édifice social en Allemagne. Il ne doute pas un seul instant qu'ils ont fait dans le passé leur fondement social, et qu'ils le font chaque jour de nouveau. Pour expliquer le lien de la monarchie avec les conditions sociales dont elle est l'expression politique *officielle*, quoi de plus simple que de laisser les princes *faire* ce lien ! Quel est le lien entre les chambres représentatives et la société bourgeoise moderne qu'elles représentent ? Elles l'ont *fait*. L'Olympe politique, avec son appareil et sa hiérarchie, a *fait* ainsi le monde profane dont il est le saint des saints. De même, l'Olympe *religieux* aura fait les conditions profanes qui s'y reflètent de manière imaginaire et divinisée.

Le *grobianisme* qui débite cette sagesse terre-à-terre avec le pathétique convenable doit être naturellement aussi étonné que moralement indigné face à l'adversaire qui s'évertue à lui démontrer que ce n'est pas la pomme qui a fait le pommier.

Derechef, une leçon de matérialisme historique qui redresse l'ordre des causalités. Marx fournit un nouvel exemple lumineux de sa **méthode d'analyse matérialiste des processus historiques**, en l'occurrence la mise en place et le déclin de la monarchie absolue en Allemagne :

L'historiographie moderne a démontré que la *monarchie absolue* fait son apparition dans les périodes de transition, où les vieux ordres féodaux déclinent et où l'ordre des bourgeois, le *Bürgerstand*, se transforme progressivement en classe bourgeoise moderne, devient la *Bourgeoiseklasse*, sans qu'un des partis en lutte ait encore pu venir à bout de l'autre. Les éléments sur lesquels s'édifie la monarchie absolue ne sont, par conséquent, nullement son produit ; ils en constituent plutôt la prémisses sociale dont la genèse historique est trop connue pour qu'on la redise ici. Qu'en Allemagne, la monarchie absolue se soit formée plus tard et dure plus longtemps, cela peut s'expliquer seulement par le fait que la classe bourgeoise allemande s'est mal développée, s'est rabougriée. L'énigme de ce développement-là, on en trouve la clef dans l'histoire du commerce et de l'industrie.

Le déclin de la petite bourgeoisie des villes libres d'Allemagne, l'anéantissement de la chevalerie, la défaite des paysans — dont est issue la souveraineté des princes —, la ruine de l'industrie allemande et du commerce allemand qui reposaient entièrement sur des institutions médiévales, au moment précis où le marché mondial moderne s'ouvre et où la grande manufacture prend son essor ; la dépopulation et l'état barbare laissé par la guerre de Trente ans —, le caractère des branches industrielles nationales renaissantes, telles que la petite industrie linière, auxquelles correspondent des conditions et des institutions patriarcales ; le caractère des articles d'exportation, qui appartenaient pour la plupart à l'agriculture et ne faisaient donc qu'accroître presque exclusivement les ressources matérielles de la noblesse campagnarde, et partant sa puissance relative face aux bourgeois ; la position inférieure de l'Allemagne sur le marché mondial en général, grâce à quoi les subsides payés aux princes par des étrangers devenaient une source principale du revenu national, les bourgeois se trouvant de ce fait dans la dépendance de la Cour, etc. : toutes ces conditions, qui ont produit la forme de la société allemande et l'organisation politique correspondante, se changent pour le *grobianisme* du bon sens en quelques vérités sentencieuses, dont le fond se réduit à cette affirmation : la « monarchie allemande » a fait, et refait chaque jour à nouveau, la « société allemande ».

Il est facile d'expliquer l'illusion optique qui permet au bon sens de « reconnaître » dans la monarchie la source jaillissante de la société allemande, au lieu de voir dans la société la source jaillissante de la monarchie.

Il s'aperçoit au premier coup d'oeil — coup d'œil qu'il prend pour celui d'un aigle — que les princes allemands maintiennent et conservent l'ancienne situation sociale allemande, dont dépend entièrement leur existence politique, et qu'ils *réagissent* violemment contre les éléments dissolvants. Il voit d'autre part les éléments dissolvants lutter tout autant contre la puissance des princes. Les cinq sens bien portants prouvent donc, tout à la fois, que la monarchie est le *fondement* de la vieille société, de sa nature hiérarchique, de ses partis pris et de ses antagonismes.

Or, quand on l'examine de près, ce phénomène ne fait que réfuter l'opinion grossière dont il est l'innocente occasion.

Le rôle violemment réactionnaire que joue la monarchie prouve simplement que, dans les pores de la vieille société, une nouvelle société s'est formée peu à peu, qui doit aussi ressentir l'enveloppe politique — carapace naturelle de la vieille société — comme une entrave contre nature et qu'il lui faut faire éclater. Moins ces éléments sociaux nouveaux et dissolvants sont développés, plus conservatrice apparaît la réaction, même la plus violente, de l'ancienne puissance politique. Plus les éléments sociaux nouveaux et dissolvants sont développés, plus réactionnaire apparaît la tentative conservatrice, même la plus inoffensive, de l'ancienne puissance politique. La réaction du régime monarchique, au lieu de prouver que c'est lui qui fait la vieille société, prouve au contraire que c'en est fait de lui, dès que les conditions matérielles de la vieille société ont fait leur temps. Sa réaction est en même temps la réaction de la vieille société, qui est encore la société *officielle*, et se trouve encore, par conséquent, en *possession officielle* de la puissance, ou en possession de la *puissance officielle*.

Lorsque les conditions de vie matérielles de la société se sont développées jusqu'à un point où la transformation de son organisation politique officielle est devenue pour elle une nécessité vitale, toute la physionomie de l'ancienne puissance politique subit un changement (2). Ainsi la monarchie absolue, au lieu de centraliser — et c'était là son activité civilisatrice proprement dite — tente-t-elle de *décentraliser*. Issue de la défaite des ordres féodaux, participant elle-même très activement à leur destruction, elle tâche de sauvegarder ne fût-ce que *l'apparence* des distinctions féodales. Ayant jadis favorisé le commerce et l'industrie, donc simultanément l'essor de la classe bourgeoise, comme autant de conditions nécessaires de la puissance nationale ainsi que de sa propre splendeur, la monarchie absolue fait, désormais et partout, obstacle au commerce et à l'industrie, qui sont devenus des armes de plus en plus dangereuses entre les mains d'une bourgeoisie déjà puissante. De la *ville*, berceau de son élévation, elle jette un regard angoissé et terni sur la *campagne* qu'ont engraisée les cadavres de ses anciens adversaires à la taille de géant.

(...)

Marx enchaîne par un raisonnement sur le rôle de l'impôt dans le contexte politique allemand.

Comme toute autre forme d'État, la monarchie ne pèse directement sur la classe ouvrière, matériellement parlant, que sous l'aspect des *impôts*. Les impôts sont l'existence de l'État dans son expression économique. Fonctionnaires et prêtres, soldats et danseuses d'opéra, maîtres d'école et sbires, musées grecs et tours gothiques, liste civile et annuaire militaire : la semence commune où sommeillent, tels des embryons, toutes ces existences fabuleuses, ce sont les... *impôts*.

Et quel bourgeois raisonneur n'aurait pas renvoyé le peuple affamé aux impôts, à l'argent mal acquis des princes, source de sa misère ?

Les princes allemands et la détresse allemande ! En d'autres mots : les impôts, grâce auxquels les princes mènent joyeuse vie et que le peuple paie de sa sueur et de son sang !

Quelle matière inépuisable pour des sauveurs de l'humanité au talent de hâbleurs !

La monarchie coûte fort cher. Personne n'en doute. Regardez seulement le budget nord-américain et comparez ce que nos 38 patries, ces principicules, ont à payer pour être administrées et réglementées ! Non, ce ne sont pas les communistes qui répondent aux exhortations bruyantes de cette démagogie prétentieuse : ce sont les économistes *bourgeois*, les Ricardo, les Senior, etc., et cela en deux mots.

L'existence économique de l'État, ce sont les *impôts*.

L'existence économique du travailleur, c'est le *salaire*.

Reste à déterminer : le *rapport* entre impôts et salaire.

Le salaire moyen est nécessairement réduit, par la concurrence, au minimum, c'est-à-dire à un salaire qui permet aux travailleurs de faire traîner péniblement leur existence et l'existence de leur race. Les impôts forment une partie de ce minimum, car la tâche politique des travailleurs consiste précisément à payer des impôts. Si l'on supprimait radicalement tous les impôts qui pèsent sur la classe ouvrière, il s'ensuivrait nécessairement que le salaire serait diminué de tout le montant des impôts qui y entre de nos jours. Par conséquent, ou bien le *profit* des employeurs croîtrait immédiatement dans la même mesure, ou bien il n'y aurait eu qu'une simple modification dans la *forme* de la perception des impôts. Au lieu d'avancer simultanément, comme ils font aujourd'hui, dans le salaire les impôts que le travailleur doit payer, ils ne les paieraient plus par cette voie détournée, mais directement à l'État.

Si, dans l'Amérique du Nord, le salaire est plus élevé qu'en Europe, ce n'est nullement la conséquence d'impôts moindres. C'est la conséquence de la situation territoriale, commerciale et industrielle. La demande de main-d'œuvre est, par rapport à l'offre de main-d'œuvre, de loin plus grande qu'en Europe. Cette vérité, n'importe quel étudiant la connaît déjà en lisant Adam Smith.

Pour la bourgeoisie, en revanche, le mode de répartition et de perception des impôts, tout autant que leur emploi, est une question vitale, tant pour son influence sur le commerce et l'industrie que parce que les impôts sont la corde d'or avec laquelle on étrangle la monarchie absolue.

A l'opposé des catégories humanistes de Heinen, Marx rappelle **la nature de classe** des mouvements sociaux :

Après avoir fourni ces éclaircissements profonds sur le « lien de la politique avec les conditions sociales » et des « rapports de classe » avec la puissance de l'État, M. Heinen s'exclame triomphalement :

« Lors de ma propagande révolutionnaire, je ne suis évidemment pas tombé dans la faute des " communistes bornés ", je n'ai pas apostrophé les hommes selon le seul " critère de classe ", je ne les ai pas *excités* les uns contre les autres suivant le " métier " qu'ils exercent : c'est que j'envisage la " possibilité " que l'" humanité " ne soit pas toujours déterminée par la " classe " ou par la " grosseur du porte-monnaie ". »

Le bon sens « *grobianisch* » transforme la différence de classe en « grosseur du porte-monnaie » et l'antagonisme de classe en « démêlés de métier ». La grosseur du porte-monnaie est une différence purement quantitative, par quoi l'on peut à volonté *exciter* l'un contre l'autre deux individus de la *même* classe. Il est bien connu que les *corporations* médiévales s'opposaient les unes aux autres « suivant le *métier* ». Mais l'on sait également que la différence moderne des classes ne repose nullement sur le « métier », et que c'est plutôt la division du travail à l'intérieur de la *même* classe qui produit des modes de travail très *différents*.

Et cet « esprit borné » qui lui est tout personnel, et qu'il a puisé dans sa « vie à plein » toute personnelle et dans son « bon sens » tout personnel, M. Heinen l'appelle « esprit borné des communistes ».

Admettons un instant que M. Heinen sache de quoi il parle, donc qu'il ne parle ni de la « grosseur » des porte-monnaie ni des « démêlés de métier ».

Il est très « possible » que des individus isolés ne soient pas « toujours » déterminés par la classe à laquelle ils appartiennent : ce fait est aussi peu décisif pour la lutte des classes que le fut, pour la Révolution française, la conversion de quelques nobles au tiers état. Du moins, ces nobles se ralliaient-ils à une *classe*, à la classe révolutionnaire, à la bourgeoisie. Mais M. Heinen fait disparaître toutes les classes devant l'idée solennelle de « l'humanité ».

Toutefois, si M. Heinen croit que des *classes entières*, qui reposent sur des conditions *économiques* indépendantes de leur volonté et sont jetées, par ces conditions, dans l'antagonisme le plus hostile, peuvent s'échapper de leur situation réelle grâce à la qualité d' « humanité » attachée à tous les hommes, com-

bien doit-il être facile à un prince *unique* de s'élever, moyennant son « humanité », au-dessus de sa « qualité de prince », au-dessus de son « métier de prince » ? Pourquoi en veut-il à Engels, quand celui-ci aperçoit à l'arrière-plan de ses phrases révolutionnaires un « brave empereur Joseph » ?

Or, si, d'une part, M. Heinzen efface *toutes* les différences, en s'adressant vaguement à « l'humanité » des Allemands, de manière telle qu'il devrait inclure les princes eux-mêmes dans ses exhortations, il se voit, d'autre part, forcé de constater *une différence* entre les *hommes* allemands, car sans différence pas d'antagonisme, et sans antagonisme pas de matière à capucinades politiques.

Ainsi M. Heinzen *divise* les hommes allemands en *princes* et en *sujets*. Voir et énoncer cette opposition, c'est, de sa part, une manifestation de force morale, une preuve de hardiesse individuelle, d'intelligence politique, de sentiment humain révolté, de perspicacité sérieuse, de louable bravoure. Et l'on ferait preuve d'aveuglement intellectuel, de mentalité policière, si l'on faisait remarquer qu'il y a des sujets privilégiés et des sujets non privilégiés ; que les premiers ne voient nullement dans la hiérarchie politique une gradation avilissante, mais une ligne ascendante qui favorise l'élévation ; qu'enfin, parmi les sujets pour qui le statut de sujet équivaut à une entrave, le poids de cette entrave est à son tour apprécié de différentes façons.

Or voici qu'arrivent les communistes « bornés », et ils ne voient pas seulement la *différence* politique entre un prince et un sujet, mais encore la *différence sociale des classes*. Si la grandeur morale de M. Heinzen consistait, il y a un instant, à reconnaître et à énoncer la différence, à présent sa grandeur consiste plutôt à ne pas la voir, à en faire abstraction et à la dissimuler. Le langage de la révolution, qui désigne *l'antagonisme*, devient langage de la réaction : par malveillance, il « excite » les uns contre les autres des frères unis dans *l'humanité*.

Il est notoire que peu de temps après la révolution de Juillet, la bourgeoisie victorieuse décréta dans les *lois de septembre*, et cela probablement par « humanité », qu'« exciter les diverses classes du peuple les unes contre les autres » était un grand crime politique passible de prison, d'amende, etc. On sait en outre que les journaux bourgeois anglais ne connaissent pas de meilleur moyen de dénoncer les dirigeants chartistes et les écrivains chartistes que de leur reprocher d'exciter diverses classes du peuple les unes contre les autres. On sait même que des écrivains allemands languissent dans des forteresses pour avoir excité diverses classes du peuple les unes contre les autres.

M. Heinzen ne parle-t-il pas cette fois le langage des lois françaises de septembre, des feuilles bourgeoises anglaises et du code pénal prussien ? Mais non. Le bienveillant M. Heinzen craint seulement que les communistes ne « *cherchent à assurer* aux princes une fontanelle révolutionnaire ». C'est ainsi que les libéraux *belges* assurent que les *radicaux* s'entendent en secret avec les catholiques ; les libéraux *français* assurent que les *démocrates* s'entendent avec les légitimistes ; les partisans anglais du libre-échange assurent que les *chartistes* s'entendent avec les tories. Et le libéral M. Heinzen assure que les *communistes* s'entendent avec les princes.

L'Allemagne a une déveine germano-chrétienne toute particulière, comme je l'ai déjà expliqué dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher*. Sa bourgeoisie a pris un tel retard qu'elle commence sa lutte contre la monarchie absolue et cherche à fonder sa puissance politique au moment où, dans tous les pays évolués, la bourgeoisie est déjà engagée dans le combat le plus violent avec la classe ouvrière, et où ses illusions politiques se sont déjà évanouies dans la conscience européenne. Dans ce pays, où la misère politique de la monarchie absolue continue à subsister avec toute une suite d'ordres et d'institutions féodales en décomposition, il existe déjà partiellement, d'autre part, en conséquence du développement industriel et de la dépendance de l'Allemagne du marché mondial, des antagonismes modernes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, avec la lutte qui en découle : exemple, les révoltes ouvrières en Silésie et en Bohême. La bourgeoisie allemande se trouve donc déjà en opposition avec le prolétariat, avant même de s'être constituée politiquement comme classe. La lutte entre les « sujets » a éclaté, avant même que princes et nobles aient été chassés du pays, en dépit de toutes les chansons de Hambach.

Cet état de choses contradictoire, qui se reflète naturellement dans la littérature allemande, M. Heinzen ne saurait se l'expliquer qu'en en chargeant la *conscience* de ses adversaires et en l'interprétant comme une conséquence des menées contre-révolutionnaires des communistes.

Cependant, les travailleurs allemands savent fort bien que la *monarchie absolue* n'hésite pas ou ne peut hésiter un instant à les accueillir à coups de canon et à coups de fouet, elle qui est au *service de la bourgeoisie*. Pourquoi préféreraient-ils, dès lors, les vexations brutales du gouvernement absolu, avec sa suite mi-féodale, à la *domination directe des bourgeois* ? **Les travailleurs savent fort bien que la bourgeoisie est obligée non seulement de leur faire des concessions politiques plus larges que ne le fait la monarchie absolue, mais qu'au service de son commerce et de son industrie, elle fait naître, contre son gré, les conditions favorables à l'union de la classe laborieuse, et cette union des travailleurs est la première condition de leur victoire. Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété *bourgeois* ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé. En dépit de tout cela, ils ne partagent pas les illusions bourgeoises de M. Heinzen. Ils peuvent, ils doivent prendre à leur compte la *révolution bourgeoise* comme une condition de la *révolution des ouvriers*. Mais ils ne peuvent la considérer un seul instant comme leur *but final* (3).**

(...)

Pas plus qu'il ne comprend les travailleurs, M. Heinzen ne comprend les *libéraux bourgeois*, alors qu'il travaille ardemment et inconsciemment à leur service. (...) Messieurs les bourgeois souriraient de cette naïveté. Ils savent mieux où le bât les blesse. Ils savent que, lorsqu'il y a révolution, la *plèbe* devient insolente et ne se fait pas prier. C'est pourquoi messieurs les bourgeois cherchent, autant que possible, à transformer sans révolution, à l'amiable, la monarchie *absolue* en monarchie *bourgeoise*.

Or la monarchie absolue, en Prusse comme autrefois en Angleterre et en France, ne se laisse pas bénévolement transformer en monarchie bourgeoise. Elle n'abdique pas de bon gré. Les princes ont les mains liées, et par les avantages personnels et par toute une bureaucratie civile, militaire et ecclésiastique — éléments de la monarchie absolue qui ne veulent à aucun prix échanger leur position dominante contre une position de serviteurs vis-à-vis de la bourgeoisie. D'un autre côté, les ordres féodaux freinent le mouvement : pour eux, il s'agit d'être ou de ne pas être; autrement dit, il s'agit de propriété ou d'expropriation. Il est clair que, malgré tous les hommages serviles de la bourgeoisie, le monarque absolu voit son vrai intérêt du côté de ces ordres.

(...) Mais M. Heinzen n'a affaire ni à la bourgeoisie ni au prolétariat en Allemagne. Son parti, c'est le « parti des hommes », c'est-à-dire des exaltés naïfs et magnanimes qui défendent des intérêts « bourgeois » en les déguisant en buts « humains », sans se rendre clairement compte du lien de la phraséologie idéaliste avec son noyau réaliste.

L'article se termine sur le ton polémique que Marx affectionne : ce sont des remarques cruellement ironiques sur la description que fait Heinzen de sa république idéale : « la république la meilleure couvée par lui-même » sur le modèle fédératif nord-américain

(...)

Prenez, par exemple, un citoyen quelconque, bien pensant, et demandez-lui de vous dire en conscience de quoi souffrent les « rapports de propriété » actuels ? Et le brave homme posera son index sur le bout de son nez, respirera deux fois, profondément et pensivement, et puis vous sortira « humblement » que c'est une honte que beaucoup de gens ne possèdent « rien », pas même le strict nécessaire, et que d'autres amassent des millions d'une aristocratique impudence, et ce non seulement au détriment de gueux privés de tout, mais aussi d'honorables bourgeois ! *Aurea mediocritas*, médiocrité dorée ! s'exclamera le brave membre de la classe moyenne ! Il suffirait d'éviter les extrêmes ! Quelle est

la constitution raisonnable qui serait compatible avec ces extrêmes, avec ces extrêmes hautement condamnables !

Et maintenant, jetez un regard sur la « république fédérative » de Heinzen, avec ses « institutions sociales » et ses sept mesures pour l'« humanisation de la société ». Chaque citoyen s'y voit garanti un « minimum » de fortune au-dessous duquel il ne saurait tomber, et on lui prescrit un maximum de fortune qu'il ne doit pas transgresser. M. Heinzen n'a-t-il pas résolu toutes les difficultés en reprenant, sous la forme de décrets d'État, le pieux désir de tous les braves bourgeois, et en le comblant justement par là afin que personne n'ait trop ni trop peu ? Et c'est de cette même façon, aussi simple que grandiose, que M. Heinzen a résolu l'ensemble des conflits économiques. Il a réglé la propriété d'après des principes raisonnables et conformes à l'honnête équité. Et n'allez surtout pas lui objecter que les « règles raisonnables » de la propriété sont précisément ces « lois économiques » dont la froide nécessité fera obligatoirement échouer toutes les « mesures » équitables, fussent-elles recommandées par des Incas et les livres pour enfants de Campe, et réchauffées par les patriotes les plus vigoureux !

Qu'il est injuste de faire valoir des considérations économiques à l'égard d'un homme qui « ne se vante pas », comme tant d'autres, de ses « études économiques », mais qui a su, au contraire, conserver jusqu'ici, par modestie, dans tous ses ouvrages, l'apparence virginale qu'il lui faudra encore faire les premières études d'économie politique ! Il faut justement savoir beaucoup de gré à la culture primitive de cet homme, qui sait rappeler à son minuscule ennemi communiste⁹, d'un air grave, toutes les considérations qui avaient déjà à partir de 1842 pénétré toute la vie allemande, par le canal de la *Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg, telles les idées sur la propriété « acquise », la « liberté et l'individualité personnelles », etc. En vérité, ce qui révèle la grande démoralisation de certains écrivains communistes, c'est qu'ils choisissent des adversaires économiquement et philosophiquement instruits, et qu'en revanche, ils n'ont pas de réponse pour les « humbles » trouvailles du grossier bon sens, auquel ils devraient avant tout apprendre les notions élémentaires sur les conditions économiques de la société bourgeoise existante, afin d'en pouvoir discuter avec lui par la suite.

Étant donné que, par exemple, la propriété privée n'est pas un simple rapport, et encore moins une notion abstraite, un principe, mais qu'elle réside dans l'ensemble des rapports de propriété bourgeois — car il ne s'agit pas de la propriété privée subordonnée, périmée, mais de la propriété privée bourgeoise existante —, étant donné que tous ces rapports de production bourgeois sont des rapports de classe, vérité que n'importe quel écolier doit avoir apprise chez son Smith ou Ricardo : il s'ensuit que la transformation, voire la suppression de ces rapports ne peut naturellement résulter que d'une transformation de ces classes et de leur relation réciproque. Or, un changement dans la relation de classes est... un changement historique, un produit de l'ensemble de l'activité sociale, en un mot : le produit d'un « mouvement historique » déterminé. L'écrivain peut, certes, servir d'organe à un mouvement historique, mais il va de soi qu'il ne peut pas créer ce mouvement.

Pour expliquer, par exemple, l'abolition des rapports de propriété féodaux, les historiens modernes ont dû analyser le mouvement dans lequel la bourgeoisie s'est élevée jusqu'au point où ses conditions d'existence ont été suffisamment développées pour qu'elle pût supprimer tous les ordres féodaux et son propre mode d'existence féodal, et partant les rapports de production féodaux au sein desquels ces ordres féodaux produisaient. L'abolition des rapports de propriété féodaux et la création de la société bourgeoise moderne ne furent donc nullement le résultat d'une certaine doctrine, qui partait d'un principe théorique déterminé en guise de *noyau* et qui en tirait d'autres conséquences. Tout au contraire, les principes et les théories que les écrivains de la bourgeoisie établirent au cours de sa lutte contre le féodalisme ne furent que l'expression théorique du mouvement pratique, et il est même possible de voir, dans le détail, comment cette expression fut plus ou moins utopique, dogmatique, doctrinaire, suivant qu'elle appartenait à une phase plus ou moins évoluée du mouvement réel.

Et c'est dans ce sens qu'Engels fut assez imprudent pour parler à son terrible adversaire, l'Hercule fondateur d'États, du communisme qui, pour autant qu'il est une théorie, est l'expression théorique d'un « mouvement ».

⁹ Il s'agit d'Engels (qui était plutôt de grande taille) que son contradicteur Heinzen, il semble, avait traité de minus.

(...)

N. B. — Nous recommandons à nos lecteurs de la *Deutsche-Brüsseler Zeitung* la critique de Stephan : *L'État heinzenien*. L'auteur s'en est tenu, naturellement, au seul Heinzen, mais il aurait tout aussi bien pu s'en prendre à tout autre torchon littéraire d'Allemagne pour faire valoir, face au petit-bourgeois raisonneur et maugréant, le point de vue du travailleur réellement révolutionnaire. M. Heinzen ne connaît qu'une façon de répondre à Stephan : *l'assurer* d'entrée de jeu que son écrit est un bousillage ; là s'arrête la critique *objective*. Comme il ne connaît pas la personne de Stephan, il se tire d'embarras en le traitant de *gamin* et de *commis-voyageur*. Mais cela ne lui paraît pas encore suffisamment injurieux : pour finir, il le changera encore en agent de police. Combien, au demeurant, cette dernière accusation est fondée, on peut s'en rendre compte en sachant que la police française, probablement avec l'accord de M. Heinzen, a confisqué 100 exemplaires de la brochure de Stephan.

Après avoir donné à l'ouvrier Stephan, de la manière indiquée, une leçon de morale pratique, M. Heinzen l'apostrophe en ces termes d'honnête homme : « Pour ma part, quel que puisse être mon plaisir d'engager la discussion avec un ouvrier, je ne puis voir dans l'insolence un moyen de remplacer la compétence. » Les travailleurs allemands se sentiront honorés par la perspective de voir le *démocrate* Karl Heinzen engager avec eux la discussion, dès qu'ils se présenteront bien gentiment et en toute humilité devant le grand homme. M. Heinzen cherche à dissimuler son incompetence vis-à-vis de M. Stephan par l'insolence de son attaque.

(1) Au contraire : Tout le raisonnement permet de mesurer le chemin parcouru par Marx depuis l'époque (très récente : Kreuznach, 1843) où, relisant la philosophie du droit de Hegel, il dénonçait l'autonomisation de l'Etat au regard d'une société civile abandonnée aux égoïsmes individuels. La thèse est restée la même, à savoir que la source de l'exploitation se trouve dans les rapports sociaux qui caractérisent la société civile, mais cette fois l'articulation entre les deux modalités de la domination s'appuie sur une théorie clarifiée des liens de subordination organique entre la sphère économique et le pouvoir politique d'Etat.

(2) Lorsque les conditions de vie matérielles de la société se sont développées jusqu'à un point où la transformation de son organisation politique officielle est devenue pour elle une nécessité vitale, toute la physionomie de l'ancienne puissance politique subit un changement. Cette formulation est redevable de la toute récente théorisation par Marx et Engels, dans *l'Idéologie allemande*, des mécanismes qui, dans une formation sociale déterminée, régissent les relations entre sa base économique et sa superstructure politique et idéologique. Outre sa formulation dans les pages de *L'Idéologie allemande*, qui, on le sait, ne paraîtront pas du vivant de leurs auteurs, on trouve le premier exposé pédagogique du matérialisme historique dans la lettre de Marx à Annenkov, datée du 28.12.1846.

(3) Les travailleurs savent fort bien que la bourgeoisie est obligée non seulement de leur faire des concessions politiques plus larges que ne le fait la monarchie absolue, mais qu'au service de son commerce et de son industrie, elle fait naître, contre son gré, les conditions favorables à l'union de la classe laborieuse, et cette union des travailleurs est la première condition de leur victoire. Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé. En dépit de tout cela, ils ne partagent pas les illusions bourgeoises de M. Heinzen. Ils peuvent, ils doivent prendre à leur compte la révolution bourgeoise comme une condition de la révolution des ouvriers. Mais ils ne peuvent la considérer un seul instant comme leur but final. Cette thèse selon laquelle la bourgeoisie est d'abord appelée à accomplir son rôle historique pour préparer les conditions objectives de la réussite d'une révolution prolétarienne sera constamment réaffirmée par Marx au cours des événements révolutionnaires de 1848. C'est au nom de cette stratégie à double détente qu'il condamnera l'aventure de la légion allemande levée en France par Herwegh et Bornstedt et qu'il s'opposera à la ligne « gauchiste » préconisée par André Gottschalk à Cologne. Il n'aura de cesse d'argumenter en ce sens dans « La nouvelle Gazette rhénane¹⁰ », même si, à partir de la répression de l'insurrection ouvrière de juin 48 en France, il devient plutôt délicat d'expliquer qu'en France la bourgeoisie, parce qu'elle est au pou-

¹⁰ Aussitôt rentré à Cologne, Marx va s'efforcer de réunir les moyens de relancer un organe de presse « La nouvelle Gazette rhénane ». Les abonnés bourgeois vont très vite se rendre compte que ce journal était bien différent de la publication de 1842. Marx n'hésitera pas à investir la quasi-totalité de ses avoirs (pour l'essentiel le fruit de son héritage) pour surmonter les difficultés financières qui ne vont pas tarder à mettre en péril l'existence du journal.

voir, se comporte en ennemie du prolétariat conformément à ses intérêts de classe, alors qu'en Allemagne et en Autriche, cette même bourgeoisie, compte tenu de rapports de force différents, demeure un allié indispensable aussi longtemps qu'elle n'aura pas pris le dessus sur les forces féodales. Cette position politique de nature très dialectique est la même qu'Engels proclame en toute clarté au début de 1848 dans un article publié (le 23 janvier 1848) dans la « Deutsche-Brüsseler-Zeitung », sous le titre « Les mouvements de 1847 », où il écrit :

« Nous ne sommes pas des amis de la bourgeoisie, c'est bien connu ; mais nous ne sommes pas mécontents cette fois-ci de son triomphe. Nous pouvons en toute tranquillité sourire du regard hautain avec lequel elle contemple, surtout en Allemagne, le groupe apparemment minuscule des démocrates et communistes. Nous n'avons rien à y redire, si elle atteint partout ses objectifs. -Mieux! Nous ne pouvons pas nous empêcher de sourire ironiquement en voyant avec quel angoissant sérieux, avec quel enthousiasme pathétique les bourgeois tendent presque partout à réaliser leurs fins. Ces messieurs croient réellement qu'ils travaillent pour eux-mêmes. Ils sont assez bornés pour croire qu'avec leur victoire le monde aura reçu sa figure définitive. Et pourtant, il est tout à fait évident qu'ils ne font partout que nous ouvrir la voie, à nous, aux démocrates et communistes; qu'ils ne jouiront tout au plus que de quelques années d'un bonheur douteux, pour être à leur tour aussitôt renversés. Le prolétariat se presse partout derrière eux; tantôt il épouse leurs aspirations et, en partie, leurs illusions, comme en Italie et en Suisse; tantôt il prépare en silence et avec réserve, mais secrètement, la chute de la bourgeoisie, comme en France et en Allemagne ; enfin, ailleurs, en Angleterre et en Amérique, le prolétariat est en révolte ouverte contre la bourgeoisie dominante. - Nous pouvons aller plus loin encore. Nous pouvons dire tout cela sans détour, nous pouvons jouer cartes sur table. Qu'ils sachent d'avance qu'ils travaillent seulement dans notre intérêt. Ils ne peuvent pourtant renoncer à leur combat contre la monarchie absolue, l'aristocratie et les prêtres. Ils doivent vaincre ou périr dès à présent. - Au vrai, ils seront même obligés très prochainement, en Allemagne, de faire appel à notre aide. - Continuez donc hardiment votre lutte, braves messieurs du capital ! Pour le moment, nous avons besoin de vous, nous avons même besoin, ici et là, de votre règne. Vous devez vous débarrasser des résidus du Moyen Âge et de la monarchie absolue, vous devez anéantir les conditions patriarcales, vous devez centraliser, vous devez changer toutes les classes plus ou moins démunies en véritables prolétaires, en recrues pour nous; vous devez nous fournir par vos fabriques et relations commerciales la base des moyens matériels dont le prolétariat a besoin pour sa libération. Et en récompense de tout cela, vous dominerez un court laps de temps. Vous dicterez des lois, vous vous délecterez de la splendeur de la majesté créée par vous, vous festoierez dans la salle royale et épouserez la belle fille du roi, mais n'oubliez surtout pas ceci : « le bourreau se tient devant la porte » (traduction M. Rubel, Œuvres, tome IV, page 1145).

Il faudra attendre les derniers soubresauts révolutionnaires en Allemagne et en Autriche pour que Marx tire la leçon de la défaillance de la bourgeoisie dans une série d'articles publiés en décembre 1848 dans « La nouvelle Gazette rhénane » sous le titre « La bourgeoisie et la contre-révolution¹¹ ». En mars 1850, à Londres, Marx et Engels reviendront sur les événements de 1848 et sur la stratégie qu'ils ont défendue d'une alliance avec la bourgeoisie ; ils rédigent alors une « Adresse de l'autorité centrale de la Ligue » sur la nécessité de l'expression politique autonome du prolétariat : les « communes » ouvrières (le terme « section » prévaudra par la suite) ainsi constituées doivent agir comme un second pouvoir selon une théorie léniniste avant la lettre de la dualité des pouvoirs. Dans le chef de Marx et d'Engels, il s'agit en vérité d'un compromis avec l'extrême gauche blanquiste de l'immigration (Willich en particulier). Ils ne tarderont pas à prendre leurs distances dès avril 1850 avec la ligne blanquiste conspirative de Willich.

¹¹ Il s'agit des articles des 10.15.1 et 31 décembre 1848, traduits dans le recueil de « la Nouvelle gazette rhénane, aux Editions sociales, 1969, tome II, pages 222-251

1.11. Marx à la tête de l'Association démocratique de Bruxelles (7 et 15 novembre 1847)

Fin août 1847, une « Société ouvrière allemande » avait été créée à Bruxelles, présidée par Moses Hess. Cette société avait organisé le 27 septembre un banquet qu'Engels, Marx étant parti en Hollande solliciter l'aide financière de sa famille, perçut nettement comme une manœuvre (de Bornstedt) pour contourner leur influence à Bruxelles¹². Quand, au terme de ce banquet, on décida de créer une nouvelle association inspirée des Fraternal Democrats anglais, Engels s'arrangea pour se faire élire vice-président au sein de la commission préparatoire et ensuite persuader Jottrand (un avocat, acteur de la révolution belge) de désigner Marx à sa place. Marx est donc devenu le vice-président de cette association, avec Jacques Imbert¹³ comme autre vice-président et Lucien-Léopold Jottrand comme Président. C'est à ce titre d'ailleurs qu'il participe avec Engels au meeting organisé à Londres par les Fraternal Democrats pour commémorer l'insurrection polonaise de 1830. Le discours de Marx est publié dans le « Deutsche Brüsseler Zeitung » du 09 décembre 47. Il profite de ce meeting pour assister (dans les mêmes locaux...) au 2^e congrès de la Ligue des Communistes et se voit confier la tâche de rédiger le Manifeste.

Le 09 janvier 1849, Marx prononce un discours sur le libre échange devant l'Association démocratique.

Il déploie du reste une activité intense dans les milieux ouvriers de Bruxelles¹⁴. A son actif, notamment deux importantes conférences devant la société ouvrière allemande de Bruxelles sur le thème du travail salarié.

¹² On peut lire tous les détails de l'affaire dans la lettre d'Engels à Marx du 28-30 septembre 1847 (correspondance, tome 1, page 481) : « Il fallait y aller (...) pour éviter que n'ait lieu dans ce petit Bruxelles une manifestation démocratique à laquelle nous ne participions pas », écrit Engels dans cette lettre où il décrit la manière dont il a déjoué les intrigues de Bornstedt. « Pendant cette affaire, nos ouvriers se sont comportés d'une manière tout à fait merveilleuse », ajoute-t-il. Parlant des membres de la commune bruxelloise de la Ligue engagés dans la manœuvre contre Bornstedt, il écrit : « Nos gens commencent à prendre conscience de leur force. Ils se sont enfin posés en tant qu'association, en tant que force en face d'autres gens et ils sont extraordinairement fiers que tout ait si merveilleusement marché et que leur victoire ait été si complète ».

¹³ Blanquiste, impliqué dans le soulèvement de Lyon en 1837. Il sera le commandant des Tuileries après la révolution de 1848.

¹⁴ Le 28 décembre 1847, Bakounine, qui vient d'arriver à Bruxelles, écrit à un de ses amis russes : « Marx déploie ici les mêmes activités vaines qu'auparavant. Il corrompt les ouvriers en en faisant des raisonneurs. Il fait preuve du même goût malsain pour la théorie et de la même autosatisfaction insatisfaite ». Il écrit à Herwegh : « En un mot, mensonge et bêtise. Il est impossible en leur compagnie de respirer librement. Je me tiens soigneusement à l'écart, et j'ai déclaré de façon la plus nette que je n'entrerai pas dans leur association d'artisans communistes et que je refusais d'avoir le moindre rapport avec eux » (Cité par Mehring, page 177)

Tranches de vie

Le cahier que nous proposons sous ce titre recense au fil des jours une sélection d'événements marquants dans la vie personnelle, intellectuelle et politique de Marx et d'Engels. Dans cet exercice, il nous fallait choisir entre les extrêmes, soit le dénombrement quasi exhaustif des faits et gestes comme peuvent le fournir en annexe les 12 volumes parus de la Correspondance de Marx et d'Engels publiée aux Editions sociales sous la direction de Gilbert Badia et de Jean Mortier, soit de trop rares mentions.

Outre la correspondance entre Marx et Engels dans l'édition que nous venons de mentionner, nos sources sont de divers types.

Ce sont d'abord les biographies de référence, et en particulier :

1. « Karl Marx et Friedrich Engels, Leur vie et leur œuvre », par Auguste Cornu en quatre tomes aux Presses Universitaires de France
2. « Karl Marx, Histoire de sa vie », par Franz Mehring, aux Editions Sociales
3. « Karl Marx, Essai de biographie intellectuelle », par Maximilien Rubel aux Editions Marcel Rivière et Cie

Ce sont ensuite les appareils critiques, notes et commentaires, qui accompagnent les éditions des œuvres, et en particulier :

1. les publications des Editions Sociales sous diverses directions dont celles d'Emile Bottigelli, de Gilbert Badia, de Jean-Pierre Lefebvre.
2. les quatre volumes publiés sous la responsabilité de Maximilien Rubel dans la collection de La Pléiade chez Gallimard.

Karl Marx et Friedrich Engels

1845-1847 : Tranches de vie

- Janvier 1845
Engels et Hess lancent à Elberfeld une revue mensuelle : « Le miroir de la société » dont 12 numéros paraîtront. La revue sera interdite en juin 46.
- 20.01.45
Engels incite Marx à publier « son livre d'économie politique » : « arrange-toi pour achever ton livre d'économie politique, même si bien des pages ne devaient pas te satisfaire, peu importe : les esprits sont mûrs et nous devons battre le fer parce qu'il est chaud. »
Dans la même lettre il rectifie son appréciation sur Stirner : « pour Stirner, je suis tout à fait de ton avis. Lorsque je t'ai écrit, je me trouvais encore trop sous le coup de l'impression que venait de me faire le livre, mais maintenant que je l'ai re-fermé et que j'ai pu y réfléchir davantage, j'en arrive aux mêmes conclusions que toi. »
Par ailleurs, il informe Marx que son propre livre « sur les ouvriers anglais sera terminé d'ici quinze jours à trois semaines ». Sur sa vie à Barnem : « ce qui est particulièrement affreux, c'est d'être non seulement un bourgeois, mais un fabricant : un bourgeois qui intervient activement contre le prolétariat. (...) faire de la propagande communiste en grand et en même temps du commerce et de l'industrie, ça ne va pas. J'en ai assez ; à Pâques, je m'en vais. »
- 25.01.1845
Berlin insiste (par l'intermédiaire du naturaliste Von Humboldt, envoyé du roi) pour que Louis-Philippe expulse les agitateurs allemands ou du moins qu'il les oblige à ne pas avoir d'activité politique. On veut faire taire le *Vorwärts*. Bernays est condamné à deux mois de prison le 13.12.1844. L'arrêté d'expulsion, ordonné par Guizot et signé par le ministre Duchâtel visait aussi Heine, Ruge, Börstein (le fondateur du *Vorwärts*), Bakounine et Bernays. Seul Marx sera finalement expulsé, Ruge déniait toute relation avec les gens du *Vorwärts*. Börstein, quant à lui, semble avoir promis sa collaboration à la police (Engels le traitera bientôt de mouchard (lettre du 19.08.46)).
- 03.02.1845
Marx part le premier vers Bruxelles en passant par Liège où il couche le 02 février ; Jenny reste à Paris pour s'occuper du déménagement et de la vente des meubles. Installé à Bruxelles, le couple, faute de ressources, doit déménager fréquemment d'hôtel en hôtel. Jenny est enceinte de Laura qui naîtra en septembre. Les Marx vivent d'emprunts et de dons.
Parution de *La Sainte Famille*. La polémique est dirigée contre Bruno Bauer et ses frères Edgar et Edbert, qui publiaient à Charlottenburg la *Gazette littéraire universelle* où ils développaient la thèse d'une opposition irréductible entre l'Esprit et la Masse, cette dernière étant par sa veulerie, le véritable obstacle aux progrès de l'Esprit.
Avant son départ pour la Belgique, Marx signe, le 01.02.45, avec un jeune éditeur de Darmstadt, Leske, un contrat d'exclusivité pour sa « Critique de la politique et de l'économie » en deux volumes. Le perfectionnisme de Marx retarde sans cesse l'ouvrage pour lequel il a reçu une avance importante (1.500 Frs sur un ensemble de 3.000 Frs (pour 2.000 exemplaires) (Cf lettre à Leske du 01.08.46). La hauteur du contrat indique du reste le crédit intellectuel (et commercial) du jeune Marx auprès des éditeurs. Quelques mois plus tard, *Misère de la philosophie* sera publié à compte d'auteur...
Marx s'appuie sur Feuerbach (à qui il écrit pour faire part de ses projets : voir lettre du 22.08.44) pour régler ses comptes avec l'idéalisme hautain de Bauer en adoptant pour stratégie une prise de pouvoir théorique dans le champ du communisme naissant. C'est la seconde étape de sa « liquidation » jeune-hégélienne. La première étape a consisté à rompre avec Ruge, ce qui s'est fait dans le *Vorwärts* d'août 1844. Le débat porte sur les rapports entre l'action politique et la réflexion philosophique, Bauer préconisant un retrait du politique dans la philosophie, et Ruge un découplage du politique et de l'institutionnel (« le démocratique ») et du social. La troisième étape prendra pour cible Stirner.

		Heine a cessé de couper à partir de la page 40 l'exemplaire de la <i>Sainte Famille</i> que Marx lui avait offert...
07.02.1845	Aide de Engels : prêt personnel, abandon de ses droits sur son livre sur l'Angleterre, collecte parmi les communistes allemands.	Marx écrit au roi pour avoir l'autorisation de s'installer à Bruxelles. La permission lui est accordée au prix d'un engagement, signé le 23 mars, de ne rien publier : devant le chevalier Hody, chef de la sûreté publique belge, il doit signer cet engagement : « je consens sur mon honneur à m'obliger à ne publier en Belgique aucun ouvrage sur la politique du jour ».
02.1845	Installation rue de l'Alliance, à Bruxelles. La mère de Jenny met à sa disposition les services d' Héléne Demuth (Lenchen), sa servante. La jeune femme (elle est née en 1820) restera toute sa vie auprès du couple. Elle repose dans le caveau des Marx à Londres. Elle accouchera en 1851 des œuvres de Marx d'un garçon prénommé Frederik qui sera adopté par un couple d'ouvriers anglais.	
22.02.45	Engels annonce qu'il a pris l'initiative d'une souscription pour « partager » les frais liés à l'expulsion de Marx.	
17.03.45	Engels envisage de faire paraître en Allemagne des traductions des auteurs socialistes français en vue de constituer une « Bibliothèque des meilleurs écrivains socialistes à l'étranger », en débutant par Fourier.	A propos de <i>La Sainte Famille</i> , dans la même lettre à Marx du 17.03 : « La Critique critique (...) est tout à fait remarquable. Tes commentaires sur la question juive, l'histoire du matérialisme et les <i>Mystères</i> sont superbes et seront du meilleur effet. Néanmoins, la chose est trop importante et le souverain mépris que nous témoignons à la <i>Literatur-Zeitung</i> contraste étrangement avec les 330 pages que nous lui consacrons. De plus la critique de la spéculation et de l'essence restera, pour une bonne part, assez peu intelligible au grand public et n'intéressera pas tout le monde. Cela dit, tout le livre est magnifiquement écrit et d'un humour à vous couper le souffle. Les Bauer en auront le souffle coupé » Il ajoute : « ...c'est drôle que dans tout l'ouvrage environ 1 placard et demi soit de moi et plus de 20 de toi ».
		Engels commente sa vie quotidienne en famille à Barmen où son père lui fait « une figure de carême à vous rendre fou ». « si ce n'était pas à cause de ma mère qui a un beau fond humain (...) et que j'aime vraiment, il ne me viendrait pas un seul instant à l'idée de faire la plus minime concession à ce despote fanatique qu'est mon vieux. »
22 mars		Marx est contraint de signer un engagement à ne pas faire de politique en Belgique.
04.1845	Jenny fait la connaissance d'Engels. Elle accueille à Bruxelles son frère Edgar et Joseph Weydemeyer, un officier prussien qui a quitté l'armée pour ses convictions.	
07.1845	Marx et Engels partent pour l'Angleterre (Manchester et Londres) jusqu'au 24 août, où ils rencontrent les représentants de la « Ligue des Justes » (en pleine crise) et la gauche du mouvement chartiste. Pour Marx, c'est la découverte d'un pays capitaliste avancé et d'une réalité sociale au contact de laquelle Engels se trouvait depuis de nombreux mois. C'est au retour de ce voyage qu'ils décident de rédiger	Jenny retourne près de sa mère avec la petite Jenny et Helena.

L'Idéologie allemande.

Fin août	Marx retrouve Jenny à Bruxelles. Engels est accompagné à Bruxelles par sa compagne irlandaise.	Karl Grün fait paraître son ouvrage <i>Le mouvement social en France et en Belgique</i> .
26.09.1845	Naissance de Laura.	De septembre 45 à août 46 : rédaction de <i>L'idéologie allemande</i> pour riposter à la fois au livre de Stirner (qui se livre, lui aussi, à une critique du caractère mystificateur des grandes abstractions) paru en octobre 44 et à une série d'articles publiés par Bauer en riposte à <i>La Sainte Famille</i> . L'entreprise consiste à : « régler nos comptes avec notre conscience philosophique d'autrefois. Nous avons atteint notre but principal : voir clair en nous-mêmes ». Marx déplace la réflexion du terrain de l'humanisme théorique (les masses seront éduquées, guéries de leur fausse conscience par ...les professeurs-philosophes) pour la placer sur le terrain de la lutte des classes : invention du concept d'idéologie qui donne un statut aux catégories abstraites visées par le théoricien anarchiste de l'individu. Pour Marx, il ne s'agit plus de dénoncer les universaux mais d'étudier leur fonctionnement social. La rupture avec l'humanisme théorique marque la rupture de Marx avec l'univers universitaire et son engagement définitif dans les luttes du mouvement social.
17.10.45	Lettre au bourgmestre de Trèves : Marx envisage d'immigrer aux USA.	
01.12.1845	Marx renonce à la nationalité prussienne sans doute pour éviter une seconde expulsion sous la pression du gouvernement prussien.	
décembre		Ruge publie <i>Deux ans à Paris</i> qui contient des attaques contre Marx et Hess.
<hr/>		
février		Création d'un Comité de correspondance communiste. Les réunions se font au domicile de Marx. Les années qui suivent vont être intensément consacrées à l'activité militante. Marx resserre les liens avec Karl Schapper, un des dirigeants de la Ligue des Justes à Londres.
03.1846	Jenny est au chevet de sa mère malade.	
30.03.46		Incident avec Weitling au cours d'une séance du Comité de correspondance communiste à Bruxelles (chez les Marx). (Cf lettre de Weitling à Hess du 31 mars 1846, Cf. aussi le compte rendu d'Annenkov qui était présent.).

05.05.1846	<p>Lettre à Proudhon dans laquelle il dénonce Karl Grün comme un personnage « dangereux ». Marx demande à Proudhon de participer aux échanges du Comité de correspondance. Dans sa réponse du 17 mai 1846, Proudhon accepte du bout des doigts et émet des réserves : 1. anti-dogmatisme économique (« ne songeons point à endoctriner le peuple » (...)) « ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion (...) A cette condition, j'entrerai avec plaisir sans votre association, sinon, non ». 2. : Proudhon se déclare revenu de l'idée de révolution : « nous n'avons pas besoin de cela pour réussir » Il se propose de « faire entrer dans la société, par une combinaison économique, les richesses qui sont sorties par une autre combinaison économique »</p> <p>Au passage, Proudhon réplique par une défense de Karl Grün.</p>	<p>Marx compte sur Weydemeyer pour faire imprimer « L'idéologie allemande » en Westphalie (lettre du 14.05.46)</p>
16 mai 1846		<p>Publication de la circulaire contre Kriege (rédacteur en chef du journal new-yorkais « Volkstribune ») que Marx publie dans une petite revue rhénane, le <i>Wesphalische Dampfboot</i>, dans laquelle il publiera aussi la polémique contre Karl Grün. Rupture avec Moses Hess sur cette question. La circulaire contre Kriege est cette fois un acte politique signé par un « appareil ».</p>
Été 1846	<p>Marx ne trouve pas d'éditeur pour l'<i>Idéologie allemande</i>. Tracas financiers. Jenny est enceinte pour décembre. Engels et Marx (et Jenny) passent leurs vacances à Ostende</p>	
Août 1846	<p>1^{er} août : Marx écrit à Leske avec qui il est lié par contrat depuis le 01.02.45 pour la publication de sa <i>Critique de la politique et de l'économie politique</i>. Il justifie le retard de son livre sur l'économie par sa volonté de publier d'abord un livre polémique « contre la philosophie allemande et contre le socialisme allemand avant d'aborder des développements positifs ». Marx demande encore des délais pour relire son manuscrit et tenir compte de publications récentes. Leske répondra le 19.09.46 qu'il renonce à publier l'ouvrage.</p>	<p>A la suite de la réponse de Proudhon où ce dernier déclare sa sympathie pour Grün et Ewerbeck, Engels est envoyé « en mission » à Paris afin de contrecarrer l'influence de Karl Grün (et donc de l'humanisme feuerbachien) dans les milieux de l'immigration allemande. Il s'applique dès le début à s'assurer du soutien de Ewerbeck qu'il parvient à tourner contre Grün. Engels rend compte régulièrement à Marx de son activité de propagandiste communiste parmi les travailleurs allemands de Paris et en particulier ceux de la Ligue des Justes. Il rencontre Cabet (irrité par ce que Grün affirme de lui dans son ouvrage <i>Le mouvement social en France et en Belgique</i>).</p>
18.09.46		<p>Lettre de Engels à Marx sur Proudhon</p> <p>Schapper et Moll prennent la tête de la Ligue des Justes à Londres</p>
Nov 46		<p>Le comité de la Ligue des Justes envoie une mise en garde contre « les savants de Bruxelles », contre Marx et Engels, donc.</p>
13.12. 46	<p>Naissance d'Edgar à Bruxelles</p>	
28.12.1846		<p>Longue lettre à Annenkov sur <i>Philosophie de la misère</i> de Proudhon: premier exposé des catégories du matérialisme historique.</p>
Janvier 1847	<p>Déménagement, rue d'Orléans à Ixelles.</p>	
Début février		<p>Josef Moll vient à Bruxelles pour inviter Marx et Engels à adhérer à la Ligue des Justes. La circulaire contre Kriege a fait son effet. La Ligue des Justes est à la veille de se transformer en Ligue des communistes.</p>

mai	Marx souffre d'une saignée mal faite au bras droit. La plaie s'est mise à suppurer.	
Printemps 47	Edgar, le frère de Jenny, part pour l'Amérique, au Texas.	
1 ^{er} Juin 1847		1 ^{er} congrès de la Ligue des Justes à Londres. Marx est absent. Engels, présent.
15 juin	Publication de <i>Misère de la philosophie</i> (à compte d'auteur) Dans son ouvrage contre Proudhon (qui est sa première intervention publique dans le domaine économique) Marx utilise tous les matériaux utilisés depuis 3 ans dans ses lectures érudites, ce qui donne une étonnante consistance au volume écrit en quelques mois. Marx en profite pour revenir sur Hegel à l'adresse du public français.	L'ouvrage paraît chez deux éditeurs, CG. Vogler à Bruxelles et A Frank à Paris.
juillet	De juillet 1847 à la mi-octobre, Engels réside à Bruxelles.	
5 Août 47		Marx est président de la commune bruxelloise de la Ligue des communistes. Engels et lui fondent aussi « L'association ouvrière allemande de Bruxelles » (la Deutsche Arbeiter-Gesellschaft) où il fera des conférences et notamment une conférence sur « Travail salarié et capital. ». Ils s'emparent à partir de septembre de la rédaction du journal « Deutsche Brüsseler Zeitung » fondé en janvier 47 (et dirigé par Adalbert von Bornstedt)
septembre	Le cercle rapproché de Marx à Bruxelles : Engels, Willem Wolff, Ernst Dronke, Georg Weert.	Polémique sur la question de la démocratie, contre Karl Heinzen et Karl Grün dans la Deutsche Brüsseler Zeitung. (la série d'articles recevra le titre très marxien de « Critique moralisante et la morale critiquante »). Le journal (qui paraissait deux fois par semaine) était dirigé par Adalbert von Bornstedt (dont tout le monde se doutait qu'il était un mouchard, ce qui sera confirmé plus tard, pour les années 1840 du moins : l'homme se radicalisera et participera en 48 à l'aventure de Herwegh. Il mourra fou.) Marx publie dans la revue rhénane la « Westphälische Dampfboot » un extrait de <i>l'Idéologie allemande</i> qu'il intitule « Le mouvement social en France et en Belgique : l'historiographie du socialisme vrai » ; il le fait, piqué au vif par les propos du journal Trier'sche Zeitung qui se moquait (le 17 avril 47) de son improductivité littéraire et de son côté « inspecteur des travaux finis » par les autres.
16/18.09.47		Marx participe à Bruxelles au congrès du libre-échange où il est interdit de parole.
10.11.47	Engels est de retour à Paris depuis la fin du mois d'octobre Il restera dans la capitale jusqu'en janvier 48, date à laquelle il est expulsé vers Bruxelles. Il a un long entretien avec Louis Blanc	
20.11/10.12.47	Marx assiste au 2 ^e Congrès londonien de la Ligue des communistes. Il reçoit le mandat de rédiger un manifeste.	Dans une lettre datée de Londres au 9 décembre, Marx sollicite l'aide financière de Pavel Annenkov à envoyer d'urgence à sa femme restée à Bruxelles.
29.11.47		Marx et Engels participent au meeting organisé par les Fraternal Democrats pour commémorer l'insurrection polonaise de 1830. Le discours de Marx est publié dans la Deutsche Brüsseler Zeitung du 9 décembre 47
17.12.47	Naissance d'Edgar, le 3 ^e enfant. On est désor-	A partir de septembre 1847, Marx et Engels sont

mais 6 dans la famille Marx.

devenus des collaborateurs permanents du Deutsche Brüsseler Zeitung (qui a paru du 03.01.47 au 02.48) et dirigent en fait dans les derniers mois de l'année 1847 le comité de rédaction. Sous leur influence, le journal devint l'organe de la Ligue des Communistes.

Vers la mi-décembre, Marx fait une série d'exposés à L'Association ouvrière de Bruxelles sur « Travail salarié et capital ». Ces conférences seront publiées sous forme d'éditoriaux dans la Nouvelle Gazette rhénane en avril 49

Le 28.12.47, Bakounine écrit à un correspondant : « Marx déploie ici les mêmes activités vaines qu'auparavant. Il corrompt les ouvriers en en faisant des raisonneurs. Il fait preuve du même goût malsain pour la théorie et la même autosatisfaction insatisfaite »

31.12.1847

Réveillon de l'Association des travailleurs allemands au Cygne, sur la grand-place de Bruxelles : 130 convives.

3. Annexes

3.1. Paul Annenkov, (*Dix années mémorables*¹)

Avant de partir pour l'Europe je reçus d'un hobereau de la steppe une lettre de recommandation pour Marx. Il se trouvait, comme je pus le constater, dans les meilleurs termes avec le futur chef de l'Internationale. Il avait assuré Marx que, dévoué corps et âme à sa radieuse propagande et à la cause de l'instauration d'un ordre économique nouveau en Europe, il retournait en Russie vendre tous ses biens et se jeter, lui et tous ses capitaux, dans le cratère de la révolution imminente². Cet enthousiasme ne pouvait aller au-delà; toutefois je suis convaincu que l'impétueux hobereau était sincère quand il faisait toutes ces promesses. Mais rentré en Russie, dans ses domaines d'abord et à Moscou ensuite, il s'empessa d'oublier les paroles enflammées qu'il avait autrefois prononcées avec tant d'ostentation devant Marx ébahi, et il vint de mourir à Moscou à un âge avancé, vieux garçon et toujours aussi exalté.

(...)

Je profitai donc de la lettre que m'avait remise mon hobereau si fervent alors qu'il se trouvait encore dans sa phase d'enthousiasme, et Marx m'accueillit à Bruxelles très amicalement. (...) Marx était de ces hommes faits d'énergie, de volonté et d'une inébranlable conviction, dont l'extérieur est, lui aussi, des plus remarquables. Avec son épaisse chevelure noire, ses mains velues, son pardessus boutonné de travers, il avait quand même l'air d'un homme qui a le droit et le pouvoir d'exiger qu'on le respecte, sous quelque aspect qu'il se présente devant vous et quoi qu'il fasse. Tous ses gestes étaient empreints d'une certaine raideur, mais hardis et pleins d'assurance; ses manières prenaient le contrepied des pratiques communément admises dans les rapports entre les hommes, mais étaient fières et un peu dédaigneuses. Sa voix perçante, au timbre métallique, s'accordait étonnamment avec les jugements radicaux qu'il portait sur les hommes et sur les choses (...) Le contraste avec le type d'hommes que je venais de quitter en Russie était frappant.

Dès notre première rencontre Marx m'invita à assister à une conférence qui devait se tenir chez lui le lendemain soir avec le tailleur Weitling qui avait laissé en Allemagne un parti ouvrier assez considérable. Cette conférence avait été arrêtée pour amener les dirigeants du mouvement ouvrier à agir de concert dans la mesure du possible. Je me rendis sans tarder à l'invitation.

Le tailleur et agitateur Weitling était un beau jeune homme blond. Avec sa redingote de coupe élégante, sa barbiche coquette, il ressemblait plutôt à un commis-voyageur qu'à l'ouvrier bourru et aigri que je m'attendais à voir. Après nous être présentés l'un à l'autre, avec une nuance de politesse raffinée chez Weitling, nous prîmes place à une petite table verte au bout de laquelle vint s'asseoir Marx, un crayon à la main, sa tête léonine penchée sur une feuille de papier, tandis qu'Engels, son inséparable compagnon et associé à la propagande, grand, droit, d'une gravité et d'un flegme tout britanniques, ouvrait la séance en prononçant une allocution. Il parla de la nécessité, pour ceux qui se consacraient à la réforme du Travail, d'expliquer les uns aux autres leurs idées et d'établir une doctrine commune qui pût servir de drapeau à tous les disciples n'ayant ni le temps ni la possibilité de s'occuper des problèmes théoriques. Engels avait à peine terminé que Marx, relevant la tête, demanda à brûle-pourpoint: « Dites-nous, Weitling, vous dont la propagande a fait tant de bruit en Allemagne, quels sont les principes par lesquels vous justifiez votre activité et les bases que vous envisagez de lui donner à l'avenir? » Je me rappelle très bien la forme brutale de la question, car elle marqua le début d'ardents débats sein du cercle, débats qui d'ailleurs, nous le verrons, ne durèrent pas longtemps. Weitling aurait sans doute voulu maintenir la conférence dans les lieux communs d'un verbiage libéral. Prenant une expression grave et soucieuse, il se mit à expliquer que son but n'était pas de créer des théories économiques mais d'adopter celles qui étaient les plus susceptibles, comme le montrait l'exemple de la France, d'ouvrir les yeux des ouvriers sur l'horreur de leur

¹ Nous reproduisons cet extrait à partir du volume *Souvenir sur Marx et Engels* publié en 1982, aux Editions du Progrès à Moscou, pages 291-295.

² Il s'agit d'un certain Grigori Tolstoï, grand propriétaire foncier de la région de Kazan.

condition, sur les injustices à leur égard dont les gouvernants et la société avaient fait leur mot d'ordre, de leur apprendre à n'ajouter foi à aucune promesse de ces derniers, de n'espérer qu'en eux-mêmes et de s'organiser en communautés démocratiques et communistes. Il parla longtemps, mais à ma grande surprise et à l'opposé d'Engels, de façon incohérente et assez peu littéraire, retournant à ce qu'il avait déjà dit, souvent pour le rectifier, et ayant bien du mal à formuler des conclusions ou trop tardives, ou qui devançaient les prémisses. Il avait maintenant des auditeurs très différents de ceux qui d'ordinaire entouraient son établi ou lisaient son journal et ses pamphlets sur le régime économique actuel; et cela ôtait toute liberté à sa pensée et à sa langue. Il aurait sans doute parlé longtemps encore si Marx, les sourcils froncés ne l'avait interrompu et n'avait commencé à élever des objections. Son discours sarcastique se ramenait à ceci, qu'exciter la population sans donner pour base à son action des principes solides et réfléchis, c'est tout simplement la tromper. Faire naître les espoirs fantaisistes dont il venait d'être question, poursuivait Marx, conduisait à la perte et non au salut de ceux qui souffrent. En Allemagne surtout, s'adresser à l'ouvrier sans idées rigoureusement scientifiques et sans doctrine positive, c'est jouer à la propagande, jeu aussi futile que malhonnête, qui suppose, d'une part, un prophète inspiré, et de l'autre, des ânes l'écoutant bouche bée. (...) Sans doctrine positive, on ne peut rien faire, on n'a jamais rien fait que du bruit et des éclats funestes, que ruiner la cause que l'on avait embrassée. La rougeur monta aux joues pâles de Weitling, il recouvra le don de la parole vive et coulant de source. D'une voix vibrante d'émotion, il s'attacha à prouver qu'on ne pouvait qualifier de tout à fait inutile et insignifiant un homme qui en avait groupé des centaines d'autres sous un même drapeau au nom de la justice, de la solidarité et de la fraternité; qu'il se consolait, quant à lui, de ces attaques à la pensée des centaines de lettres et de témoignages de reconnaissance qu'il avait reçus de tous les points de son pays, et que son modeste travail préparatoire était peut-être plus important pour la cause que la critique et les analyses en chambre de diverses doctrines, loin du monde souffrant et des misères du peuple. A ces mots, Marx sortit de ses gonds, frappa du poing sur la table si fort que la lampe tinta et vacilla. Il se leva précipitamment en disant: « jamais l'ignorance n'a soulagé qui que ce soit ! ». Nous suivîmes son exemple et nous nous levâmes à notre tour. La séance prit fin, et tandis que Marx arpentait la pièce dans un état d'irritation extrême, je pris rapidement congé de lui et de ses interlocuteurs, et rentrai chez moi, surpris de ce que j'avais vu et entendu.

(...)

Mon départ de Bruxelles ne mit pas fin à mes relations avec Marx. Je le rencontrai de nouveau, ainsi qu'Engels en 1848 à Paris où ils étaient retournés aussitôt après la révolution de Février. (...)

Mais avant même cette époque j'avais eu avec Marx des entretiens par correspondance, qui présentaient pour moi un très grand intérêt. L'un de ces entretiens eut lieu en 1846, au sujet du fameux livre de Proudhon *La philosophie de la misère*: Marx m'adressa en français une très longue lettre où il exposait son point de vue sur la théorie de Proudhon. Cette lettre, extrêmement remarquable, devançait l'époque où elle fut écrite à deux titres: par une critique des thèses de Proudhon qui prévoyait toutes les objections qu'on leur a présentées plus tard, et ensuite par la nouveauté d'une conception qui fait une si grande place à l'histoire économique des nations. L'un des premiers Marx a dit que les formes politiques, ainsi que toute la vie sociale des nations, la morale, la philosophie, l'art et la science découlent directement des rapports économiques entre les hommes, et qu'ils se modifient ou même disparaissent tout à fait quand ces rapports se modifient. Le grand point est d'apprendre à reconnaître et de définir les lois qui provoquent la transformation des rapports économiques entre les hommes, transformation dont les conséquences sont si importantes. Dans les antinomies de Proudhon, dans sa manière d'opposer certains phénomènes économiques à d'autres, arbitrairement accolés ensemble et qui, l'histoire en témoigne, ne découlent nullement l'un de l'autre, Marx voyait uniquement le désir de soulager la conscience de la bourgeoisie en érigeant les faits économiques actuels qui lui étaient désagréables en abstractions anodines dans le goût de Hegel et en lois prétendument inhérentes à la nature des choses. C'est pourquoi il appelle Proudhon le théologien du socialisme, un petit bourgeois de la tête aux pieds.

« Marx, à mesure »

Table générale

Paul Annenkov, Dix années mémorables (extrait)	Vol. 3
Charles Fourier : Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier : Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier : L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Charles Fourier : Fourier sous le regard de Marx et d'Engels	Vol. 1
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Mission à paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
Hegel : L'idéalisme hégélien, 1 ^{ère} approche	Vol. 1
Hegel : deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel : La philosophie de l'histoire de Hegel	Vol. 1
Jeunes hégéliens	Vol. 1
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la question juive</i>	Vol. 2
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Instruction du Comité de correspondance communiste, (juin 1846)	Vol. 3
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et le réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la philosophe du droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx : Manuscrits parisiens : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx : Manuscrits parisiens : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx : Manuscrits parisiens : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx : Manuscrits parisiens : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx : Manuscrits parisiens : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx : Manuscrits parisiens : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx : <i>Le communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx : La critique moralisante et la morale critique. Contre Karl Heinzen (1847)	Vol. 3
Mission de Joseph Moll à Bruxelles	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 3
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Vorwärts, Un journal allemand à Paris	Vol. 2
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2